

Actualités de l'IHP n° 902 : WHS Berlin, réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Bangkok et adoption d'une déclaration politique sur le PPPR

(16 octobre 2026)

La lettre d'information hebdomadaire International Health Policies (IHP) est une initiative de l'unité de politique de santé de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

Je suis revenu à moitié malade du [Sommet mondial de la santé](#) (11-13 octobre) à Berlin, malgré son thème « *De la crise à la résilience* ». Ainsi, en attendant qu'une « innovation » me redonne de l'élan, je vais faire court dans l'introduction d'aujourd'hui. Si mon bref compte-rendu du Sommet mondial de la santé vous intéresse, consultez l'article « [IHP – WHS 2026 : quelques réflexions rapides depuis Berlin](#) » (publié mercredi matin). P.S. : une petite suggestion à l'intention des organisateurs pour l'année prochaine : [Isabelle Weber](#) ferait une excellente intervenante principale. Invitons-la avant qu'il ne soit trop tard. Anachronisme mis à part, laissons-la prendre la parole lors de l'« événement phare » :)

Dans la rubrique « **Feat** » d'aujourd'hui, nous avons également des contributions de **Merette Khalil** et **d'Antoine de Bengyi Puyvallée**, qui participait pour la première fois au WHS, apportant chacun leur point de vue sous différents angles. Sans oublier le regard sans détours de quelques autres participants novices (*et plutôt choqués*). Un panorama complet, donc, en phase avec ce que Priti Patnaik affirmait dans sa « [Missive de Berlin](#) » à propos du WHS : « *Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, on ne peut certainement pas l'ignorer.* » Après la rubrique « Feat », **la première partie de cette lettre d'information se concentre sur toutes les annonces, les nouvelles publications et autres actualités en provenance de Berlin.**

Nous nous intéressons également aux [réunions annuelles de l' FMI et de la Banque mondiale à Bangkok](#) (du 12 au 18 octobre), qui se déroulent dans un [contexte](#) économique mondial (et au-delà) que l'on pourrait probablement [résumer](#) par « *L'hiver arrive* ».

Et comme vous l'avez peut-être entendu, le 12 octobre, [l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la déclaration politique sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies](#). Un petit succès en ces temps extrêmement difficiles pour le multilatéralisme.

Bonne lecture.

Kristof Decoster

Articles à la une

La santé des femmes occupe le devant de la scène lors de la WHS2026, mais sans que les femmes soient au centre

[Merette Khalil](#)

Au cours des trois dernières années, la santé des femmes a pris une place plus importante dans le domaine de la santé mondiale, avec pour objectif de combler un écart qui coûte 1 000 milliards de dollars. Cette année, ce thème figurait parmi les [six thèmes du Sommet mondial de la santé](#) : « *Équité en matière de santé pour les femmes, les enfants et les jeunes : garantir les droits, l'inclusion et la participation* ». En quittant le WHS2026, je ne peux m'empêcher de penser que la commercialisation et la marchandisation du programme de santé des femmes, tout en minimisant les expériences vécues par les femmes en tant qu'expertise, risquent de reproduire les inégalités mêmes que nous nous efforçons de combattre.

Un million de femmes réclament une transformation des systèmes qui soit holistique et centrée sur les personnes

En 2023, le Forum économique mondial (FEM) a publié un rapport historique mettant en lumière les inégalités en matière de santé des femmes : celles-ci passeront plus de 25 % de leur vie dans un état de santé moins bon que celui des hommes, ce qui se traduira par une perte de plus de 75 millions d'années de vie à l'échelle mondiale ; or, si ce problème était résolu, il représenterait [une opportunité](#) potentielle [de 1 000 milliards de dollars](#) pour la croissance de l'économie mondiale. Depuis lors, le sujet a retenu l'attention des bailleurs de fonds, des chercheurs, des laboratoires pharmaceutiques et des défenseurs de cette cause, d'autant plus que [de nouvelles études](#) montrent que seuls 6 % des capitaux privés consacrés à la santé sont dépensés pour les femmes, moins de 2 % pour les pathologies spécifiques aux femmes, et que 90 % de ces investissements se concentrent sur les cancers féminins, la santé reproductive et la santé maternelle. Le rapport a également révélé que seuls 5 % des essais cliniques fournissent des données ventilées par sexe, ce qui entraîne des retards de diagnostic chez les femmes pour 700 maladies.

Cette même année, j'ai participé à mon premier Sommet mondial de la santé – et bien que ce fût un choc de se retrouver à Berlin pour l'un des dialogues de plus haut niveau du secteur sur la diplomatie sanitaire, à peine une semaine après les attaques du 7 octobre, alors que la riposte génocidaire battait déjà son plein à Gaza, ce fut un honneur de porter la voix de 1,2 million de femmes et de filles lors de cette réunion. Mon équipe de la White Ribbon Alliance et moi-même avons lancé **Beyond the Sum of our (Body) Parts: A Call to Action from Women and Girls** (Au-delà de la somme des parties de notre corps : un appel à l'action lancé par les femmes et les filles) — les conclusions de cette campagne « What Women Want » (Ce que veulent les femmes), qui a interrogé [plus d'un million de femmes et de filles](#) (âgées de 6 à 103 ans) de toutes les régions sur leur principale revendication pour améliorer leur santé et leur bien-être. Alors que chercheurs et bailleurs de fonds élaboraient le programme de santé des femmes, du Forum économique mondial (WEF) à la Semaine mondiale de la santé (WHS), cette étude participative de définition des priorités, fruit d'une mobilisation de masse, a replacé les femmes en tant qu'expertes de leur corps, de leurs besoins, de leurs communautés et des solutions à apporter. Sans surprise, [les femmes ont revendiqué](#) des droits humains fondamentaux : des soins holistiques centrés sur la personne et

respectueux de l'autonomie corporelle ; la sécurité alimentaire ; la liberté financière. La protection contre les violences liées au genre... À travers 8 thèmes, les femmes réclamaient un changement systémique qui les traite comme des personnes à part entière.

La santé des femmes au WHS 2026

Bien que [des millions de femmes](#) aient exigé de cesser de réduire la santé des femmes aux « zones du bikini » et de l'envisager de manière holistique, le thème de la santé des femmes lors de la WHS2026 s'est fortement concentré sur la santé reproductive et maternelle. J'ai été encouragée par [l'investissement de 250 millions](#) d'euros dans [la santé des femmes](#) au Bangladesh, [les 100 millions](#) de dollars destinés à lutter contre la tendance actuelle à une mortalité toutes les 17 secondes, [la reconnaissance par](#) l'industrie pharmaceutique de son manque de sensibilité au genre, qui considère « le corps masculin comme la norme » dans la recherche sur le cancer, ainsi que le discours de clôture axé sur l'élimination des décès maternels et infantiles. Néanmoins, lors des [deux](#) sessions consacrées à la santé des femmes [cette année](#), les bailleurs de fonds, les laboratoires pharmaceutiques, les Nations unies et les médecins ont dominé la scène, sans aucune représentation de la société civile, des organisations de défense des femmes, ni même des associations de patientes, dont les idées percutantes ont été reléguées aux sessions parallèles, dont le coût est devenu exorbitant pour les militants de terrain et les associations à but non lucratif.

Les systèmes de santé de demain seront féministes

Lorsque j'ai participé à la séance d'ouverture de la WHS2026 [intitulée « Repenser les systèmes de santé pour l'avenir »](#), voici quel a été mon message principal : « *Alors que nous réformons l'architecture mondiale de la santé, nous ne pouvons ignorer 50 % de la population, qu'il s'agisse des femmes ou des jeunes, dans toute leur diversité. Nous devons impliquer de manière significative les communautés les plus touchées par ces nouvelles politiques, avant que les décisions ne soient prises, et non après que les plans ont été finalisés. Les systèmes de santé de demain seront [féministes](#). Ce que nous ne pouvons en aucun cas sacrifier, c'est le DROIT à la SANTÉ de chaque personne et la responsabilité des gouvernements de le garantir.* »

À l'issue du WHS26, mobilisons-nous pour transformer la santé des femmes et placer celles-ci au cœur des systèmes de santé. [Rejoignez-nous pour construire](#) un mouvement mondial en faveur de soins centrés sur les femmes !

Dans la gueule du loup : réflexions sur le Sommet mondial de la santé 2026

[Antoine de Bengy Puyvallée](#)

J'ai assisté pour la première fois cette année au [Sommet mondial de la santé](#) à Berlin. J'ai été frappé par l'influence omniprésente des acteurs privés – et par les revendications de l'industrie sur ce qui reste des budgets de l'aide au développement.

Le Sommet mondial de la santé est une plateforme organisée par le secteur privé pour débattre de la santé mondiale. La liste de ses « partenaires sponsors », affichée bien en évidence à l'entrée, ne laissait guère de doute quant aux voix qui donneraient le ton : l'industrie pharmaceutique, les géants de la technologie, les grandes fondations philanthropiques et les partenariats mondiaux pour la santé à la recherche de nouveaux financements. Presque toutes les principales tables rondes comptaient des représentants d'entreprises pharmaceutiques.

Ces acteurs ont dépêché d'importantes délégations, malgré les frais d'inscription exorbitants (4 000 € pour l'industrie, 900 € pour les organisations philanthropiques). La Fondation Gates comptait 34 participants inscrits, Wellcome 31 (y compris son propre photographe !), tandis que Bayer (23), Amazon (19) et Sanofi (17) disposaient également d'effectifs considérables.

Les sponsors n'ont pas seulement contribué aux salles luxueuses, à la cuisine raffinée et à l'appareil de communication du sommet : ils se sont également assurés une place à la table des discussions et la possibilité d'influencer le cours des débats.

Prenons par exemple [une session](#) organisée [mardi après-midi](#) par Bayer, animée par le « responsable de la communication stratégique » de l'entreprise et réunissant au sein du panel le « directeur de l'équité en matière de santé » et l'« e de la santé mondiale et des affaires publiques » de Bayer Pharmaceuticals, aux côtés de partenaires de la Fondation Gates et d'autres intervenants. Voilà pour une discussion « ouverte et franche » sur le thème « [Financer l'avenir de la santé : construire la prochaine génération de partenariats public-privé-philanthropiques \(PPPP\)](#) ».

Par ailleurs, TikTok mériterait le prix du blanchiment de réputation le plus effronté. Son événement parallèle sur « les perspectives des jeunes sur le bien-être mental en ligne » contrastait fortement avec [les preuves de plus en plus nombreuses](#) indiquant que la plateforme nuit à la santé mentale des jeunes utilisateurs.

L'« Accra Reset » et son appel à une redistribution du pouvoir en faveur des pays du Sud ont dominé une grande partie des discussions du Sommet. Les représentants de l'industrie ont toutefois porté un message différent : la santé mondiale doit « partager les risques pour favoriser l'innovation » afin d'encourager le développement de médicaments et de technologies ciblant les maladies qui touchent de manière disproportionnée les pays à faibles revenus.

Leur recette ? Les bailleurs de fonds devraient « réduire les risques liés aux investissements » en mettant en place un « financement pluriannuel et à long terme » ; en fournissant des « garanties de marché » et une « demande prévisible » ; en soutenant un « régime de propriété intellectuelle solide et prévisible ainsi qu'un environnement commercial favorable » ; tout en veillant à ce que « le secteur ait son mot à dire » grâce à de « véritables partenariats ». Cela ressemble fort au [modèle de partenariat public-privé qui a dominé la santé mondiale](#) au cours du dernier quart de siècle.

En trois jours passés au Sommet, j'ai sans doute atteint mon quota annuel de « [non-sens en matière de santé mondiale](#) ». Je suis néanmoins content d'y être allé : les sessions ont clairement mis en évidence les priorités politiques actuelles, et en ce sens, le Sommet a rempli son rôle essentiel de facilitateur du dialogue multipartite.

À l'année prochaine ?

World Health Summit : le mal nécessaire de la santé mondiale capitaliste ?

– Par C et M, participants pour la première fois et probablement jamais destinés aux salles privées

Le Sommet mondial de la santé (WHS) est une créature étrange, fruit des dichotomies de la santé mondiale. Des séances publiques remplies de discours préparés et de platitudes, certaines frôlant le publiereportage. Des séances en soirée fastueuses où des intervenants influents prêchent à des convertis. L'action réelle doit bien se dérouler en privé, n'est-ce pas ? La partie publique n'est qu'une façade pour les véritables (trans)actions qui font tourner la santé mondiale.

C'était notre première participation au WHS. Nous avons déjà assisté à d'autres conférences sur la santé, petites et grandes, mais le courant sous-jacent de richesse au WHS est frappant. Du lieu de la manifestation à la restauration, en passant par le personnel nombreux et le support audiovisuel exceptionnel, l'ensemble était *impeccable* et aseptisé de presque toute critique. Et je peux vous assurer que certaines d'entre nous ont eu tout le temps de réfléchir, car les files d'attente aux toilettes des femmes étaient épouvantables et les organisateurs devraient avoir honte d'offrir des possibilités aussi limitées en 2026.

Le décalage entre le cadre et le contenu de l'événement, d'une part, et la réalité vécue dans le domaine de la santé mondiale, d'autre part, était choquant. Plus choquant encore : le peu d'espace accordé à la remise en question des structures à l'origine même de ces réalités...

- Pour lire l'article complet, consultez IHP : [World Health Summit : le mal nécessaire de la santé mondiale capitaliste ?](#)

Les temps forts de la semaine

Structure des temps forts

- En route vers le Sommet mondial de la santé
- WHS – Actualités et rapports clés
- WHS – Quelques extraits supplémentaires
- Sommet mondial de la santé – Quelques analyses supplémentaires
- Urgence Ebola
- Adoption de la déclaration politique sur le PPPR
- Plus d'informations sur le PPPR
- Réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale (Bangkok)

- Plus d'informations sur la course à la direction générale de l'OMS
- En savoir plus sur la réforme de la santé mondiale
- En savoir plus sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale
- L'avenir de la coopération au développement
- Justice fiscale mondiale
- Trump 2.0, stratégie américaine en matière de santé mondiale et accords bilatéraux sur la santé
- Transitions sanitaires, soins intégrés, ...
- Ressources humaines pour la santé
- Journée mondiale de la santé mentale (10 octobre) et autres actualités sur la santé mentale
- En savoir plus sur les MNT
- Déterminants de la santé
- Santé planétaire et déterminants environnementaux de la santé
- En savoir plus sur la santé et les droits sexuels et reproductifs
- Accès aux médicaments, aux vaccins et aux autres technologies de santé
- Divers

En route vers le Sommet mondial de la santé

The Lancet : 50 ans de recherche et de lutte contre Ebola

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)01813-1/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)01813-1/abstract)

« Il s'agit de **deux conférences qui constituent la conférence du prix Virchow** donnée par les auteurs en octobre 2026. La **première conférence a été donnée par Peter Piot**. La **deuxième conférence a été donnée par Jean-Jacques Muyembe-Tamfum**. »

Cela s'est passé samedi soir à Berlin.

HPW – L'Allemagne accueille le Sommet mondial de la santé, mais n'a aucun plan pour la santé mondiale

Unni Karunaraka ; <https://healthpolicy-watch.news/germany-hosts-the-world-health-summit-but-has-no-plan-for-the-worlds-health/>

(analyse à lire absolument) « **Cette semaine, Berlin accueille à nouveau le Sommet mondial de la santé. Le pays hôte se présente sans stratégie concrète, sans coordinateur ministériel, sans commission parlementaire et sans candidat à la tête de l'OMS**. La France dispose d'un **ambassadeur** chargé de la santé mondiale. Le Royaume-Uni a une **ministre du Développement** qui décrit sa mission comme « la sécurité par la solidarité ». **L'Allemagne, elle, a un sommet**. »

« **Comment le pays qui a défendu l'OMS en est-il arrivé là ?** ... **Le gouvernement d'Angela Merkel** a inscrit la santé à l'ordre du jour du G7 en 2015 et à celui du G20 en 2017. Berlin a obtenu que le centre de veille pandémique de l'OMS, doté d'un budget de 30 millions d'euros par an, soit implanté sur son territoire ; a créé

un pôle de santé mondiale réunissant les pouvoirs publics, l'industrie, la science et la société civile ; et a transformé le Sommet mondial de la santé annuel. Après Ebola, le Parlement a élargi le mandat de l'Institut Robert Koch. Son centre international est devenu un partenaire technique des instituts de santé publique du Nigeria et de Namibie, ainsi que du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (Africa CDC). **Mais l'Allemagne n'a pas assuré la pérennité de ces institutions. Elles reposaient sur une chancelière scientifique, un chef de cabinet médecin et quelques fonctionnaires motivés au ministère de la Santé. Lorsque la chancelière a quitté ses fonctions, il n'y avait plus grand-chose pour faire avancer cette politique... »**

Unni esquisse **trois pistes pour l'avenir**.

Et il conclut : « ... Le Bundestag adoptera le budget fin novembre et pourra encore rétablir le fonds international pour la santé. Le sommet d'octobre offre à l'Allemagne une tribune publique pour exprimer ses objectifs. Si elle ne le fait pas, la conclusion sera difficile à éviter. Il n'y a jamais eu de plan. Il y avait une chancelière. Et elle est partie. »

Sommet mondial de la santé (11-13 octobre, Berlin) : actualités et rapports clés

Communiqué de presse du WHS – Sommet mondial de la santé 2026 : Berlin devient le point de rencontre mondial pour l'avenir de la santé

<https://www.worldhealthsummit.org/news/world-health-summit-2026-berlin-becomes-global-meeting-point-for-the-future-of-health>

Communiqué de presse du jour d'ouverture. « Des dirigeants et des acteurs du changement se réunissent du 11 au 13 octobre autour du thème « *De la crise à la résilience : innover pour la santé* ». »

À noter : **Trois autres annonces** ont été faites lors de la conférence de presse :

« **Diene Keita**, directrice exécutive de l'UNFPA, a mis en avant **[l'investissement historique de 250 millions d'euros du gouvernement du Bangladesh en faveur de la santé des femmes](#)**, soutenu par la Banque européenne d'investissement : « Nous devons changer notre façon d'envisager la santé des femmes : passer d'une perspective de coût à celle d'investissement, d'un secteur de niche à une priorité économique nationale. La santé des femmes est l'un des investissements les plus judicieux qu'un pays puisse réaliser pour sa population, sa productivité et son avenir. Avec cette initiative, le Bangladesh montre concrètement à quoi ressemble ce changement, et alors que les dirigeants se réunissent au Sommet mondial de la santé, il donne un exemple que d'autres peuvent suivre. » « **John-Arne Røttingen**, PDG de Wellcome, a présenté le **[Wellcome Global Monitor 2026](#)**, qui montre que la confiance dans la science a baissé depuis la pandémie de COVID-19. « La confiance du public détermine si les avancées scientifiques peuvent réellement changer la vie des gens. Alors que le monde est confronté à des défis croissants, des maladies infectieuses au changement climatique en passant par la santé mentale, la science a le potentiel de façonner un avenir plus sain, mais seulement si les gens ont confiance en son pouvoir de faire le bien. Présenté lors du Sommet mondial de la santé de cette année, le **Wellcome Global Monitor** – la plus grande enquête au monde sur les attitudes du public envers la science, avec plus de 140 000 personnes interrogées dans 140 pays – nous montre que nous ne pouvons pas tenir cette confiance pour acquise. La confiance doit se mériter par l'ouverture, la transparence et la volonté de comprendre et

de répondre aux réalités de la vie des gens pour que les bienfaits de la science puissent se concrétiser. »

« Ilana Ron Levey, directrice générale chez Gallup, a présenté **les nouvelles conclusions du rapport Gallup « State of the World's Emotional Health 2026 » (État de la santé émotionnelle dans le monde en 2026)** sur le lien entre les réseaux sociaux et le bien-être émotionnel. « Ces données remettent en cause l'idée selon laquelle passer plus de temps en ligne est toujours synonyme d'une détérioration du bien-être. Ce qui ressort, c'est qu'une utilisation modérée des réseaux sociaux chez les adultes est associée à de meilleurs résultats sur de nombreux indicateurs de bien-être, mais le tableau varie en fonction de l'émotion spécifique et d'un pays à l'autre. Comme pour tant de choses dans la vie, la modération présente des avantages. » «

- À ce sujet, voir également WHS – [Passer plus de temps sur les réseaux sociaux ne signifie pas toujours une détérioration du bien-être, selon de nouvelles données Gallup issues de 97 pays](#)

« Une utilisation intensive est associée à une moins bonne évaluation de la vie dans les pays à revenus élevés, mais pas dans les autres pays. »

La Commission du Lancet sur les menaces mondiales pour la santé au XXI^e siècle

<https://www.thelancet.com/commissions-do/global-threats-to-health>

De toute évidence, l'une des lectures incontournables de la semaine.

Prof. **Christopher J. L. Murray**, et al. ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)01714-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)01714-9/fulltext)

« La Commission *du Lancet* sur les menaces mondiales pour la santé au XXI^e siècle est une initiative indépendante, axée sur la prospective, qui utilise des méthodes quantitatives et qualitatives pour identifier, caractériser et hiérarchiser 17 menaces catastrophiques interdépendantes pesant sur la santé mondiale d'ici la fin de ce siècle. Ces menaces couvrent les maladies, les conditions sociales et économiques, les changements environnementaux, la technologie et les conflits. La Commission évalue ces menaces en calculant la charge de morbidité cumulée prévisible – mesurée en années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY) de 2025 à 2100 – qui peut être raisonnablement modifiée par des mesures politiques. Le rapport conclut que l'ampleur et la diversité des menaces sanitaires du XXI^e siècle exigent un changement fondamental dans la manière dont les gouvernements et les institutions multilatérales abordent les risques à long terme, et met en avant trois domaines d'action. »

- Commencez par le [résumé](#).
- Et également par ces **trois recommandations principales** :

« **1. Mettre en place et financer des systèmes de santé capables de faire face aux menaces**, dotés de capacités spécifiques en matière de prospective, de prévention, de préparation et de protection — s'appuyant sur des structures solides et un financement durable plutôt que sur des réponses ponctuelles aux crises. **2. Accroître considérablement les investissements dans les innovations de rupture**, même en cette période d'incertitude et de pression sur les budgets publics où les outils

existants sont insuffisants (par exemple, les vaccins de plateforme, les nouveaux antibiotiques, les traitements contre l'obésité, l'atténuation du changement climatique et le piégeage du carbone atmosphérique), tout en mettant en place une gouvernance permettant de gérer les technologies à haut risque (par exemple, les systèmes d'intelligence artificielle [IA] de pointe et les outils de conception biologique basés sur l'IA). **3. Créer un observatoire permanent des menaces mondiales pour la santé au XXIe siècle** afin de mettre à jour les évaluations des menaces, de suivre les avancées scientifiques et les données, et de présenter régulièrement les conclusions aux principaux forums politiques et de sécurité pour lutter contre les cycles de négligence. »

- **Éditorial** connexe [du Lancet Health : Repenser les menaces qui pèsent sur la survie de l'humanité](#) :

« ... la contribution la plus importante de cette Commission est peut-être de faire évoluer la santé mondiale au-delà de la simple prise en compte des préjudices individuels. La Commission élargit, quantifie et légitime un éventail bien **plus vaste de dangers interdépendants pour l'humanité**. La réalité désagréable est que les menaces auxquelles nous sommes confrontés sont multiples, complexes et difficiles à gérer. »

- Et un autre **commentaire du Lancet** par J. Stephen Morrison : [Les menaces mondiales pour la santé au XXIe siècle ne sont pas celles que vous imaginez](#)

« Le rapport de la Commission *du Lancet* sur les menaces mondiales pour la santé au XXIe siècle, rédigé par Christopher J. L. Murray et ses collègues, utilise des prévisions basées sur les années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY) cumulées et évitables pour quantifier et comparer les menaces de 2025 à 2100. **L'objectif de la Commission est de doter les gouvernements des outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées à long terme visant à réduire les risques, en s'appuyant sur « une évaluation systématique et reproductible des risques et une planification de la préparation », par opposition au « court-termisme et au localisme ».**

« La Commission évalue les menaces d'extinction liées à une guerre nucléaire et à l'utilisation malveillante de l'intelligence artificielle (IA), mais elle concentre principalement son analyse sur **15 menaces catastrophiques majeures**, un regroupement qui associe des menaces qui ne sont généralement pas comparées quantitativement entre elles. Cette méthode inhabituelle et innovante aboutit à des conclusions comportant **quelques surprises marquantes** qui susciteront le débat et pourraient modifier les perspectives d'avenir des hauts responsables... »

Reportage et analyse par :

- The Guardian - Une guerre nucléaire et l'utilisation malveillante de l'IA menacent de mettre fin à l'humanité d'ici 2100, selon une évaluation du Lancet

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/oct/11/nuclear-war-and-malicious-use-of-ai-threaten-end-of-humanity-by-2100-says-lancet-assessment>

« Une commission nouvellement créée recense 17 menaces catastrophiques pour la santé humaine, mais affirme qu'il existe pour chacune d'elles une « voie d'action réaliste ».

« ... Les experts à l'origine **de la Commission du Lancet sur les menaces mondiales pour la santé au XXI^e siècle** ont déclaré que toutes ces menaces interagissaient, ce qui signifie qu'elles doivent être traitées conjointement – mais ils ont souligné qu'il existait « une voie réaliste pour agir » face à chacune d'entre elles... »

«... Pour figurer sur la liste, les menaces devaient non seulement être susceptibles d'entraîner une perte importante d'années de vie en bonne santé, mais aussi présenter des solutions potentielles...»

PS : Et concernant l'une de ces menaces, à savoir **les coupes importantes dans les dépenses d'aide** : « De nombreux grands pays donateurs, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, ont annoncé **d'importantes coupes dans leurs dépenses d'aide** au cours de l'année écoulée. **L'effondrement potentiel ou la forte réduction de l'aide sanitaire internationale pourrait entraîner jusqu'à 1,5 milliard de DALY d'ici 2100, selon la commission, dont près de 70 % concerneraient l'Afrique subsaharienne.** Cette région est également la plus touchée par la malnutrition infantile. »

« La commission était composée de 35 experts, et ses conclusions seront présentées dimanche lors du Sommet mondial de la santé à Berlin, en Allemagne. **Leur évaluation sera mise à jour chaque année afin de réévaluer les 17 menaces identifiées, en intégrant de nouvelles données et tout danger émergent.** »

- Et une analyse à ne pas manquer sur HPW : [« La fin du monde est-elle proche ? Une commission du Lancet répond : peut-être »](#)

Elle se concentre notamment sur les **critiques méthodologiques concernant l'estimation de la menace climatique** présentée dans le rapport. Extraits ci-dessous :

« **Le climat constitue-t-il une menace existentielle ?** » « **La décision de la commission de mettre en avant dans ses titres le potentiel apocalyptique de l'IA et de la guerre nucléaire** n'a pas été sans susciter la controverse... »

« **Des sources proches du Lancet Countdown on Health and Climate Change** – le rapport annuel publié par la revue qui quantifie les menaces sanitaires liées à la crise climatique, et dont la parution est prévue ce mois-ci – **ont déclaré à Health Policy Watch que le fait de classer l'obésité, la consommation d'alcool et le tabagisme au même niveau que les impacts climatiques catastrophiques était, au mieux, peu utile.** » « C'est un peu trompeur, je dirais », a déclaré Melissa Jiménez Gómez Tagle, spécialiste en santé planétaire et défenseuse de la CCNUCC pour le climat et la santé, qui a collaboré au Countdown. « Je ne dis pas que le rapport présente des informations erronées, mais c'est peut-être la façon dont les choses sont formulées qui prête à confusion pour les personnes qui ne connaissent pas l'intégralité du rapport. »... »

« **Ce que l'estimation climatique omet : l'estimation climatique du rapport ne tient pas compte des migrations, de la perte de biodiversité, de la sécheresse et de l'élévation du niveau de la mer. Elle exclut également certains des points de basculement que les climatologues redoutent le plus,** notamment l'effondrement total de la circulation méridionale de retournement de l'Atlantique (AMOC), ce système de courants océaniques qui achemine la chaleur vers le nord jusqu'en Europe, les changements brusques de la banquise arctique et antarctique, ainsi que la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, qu'elle juge extrêmement improbable au cours de ce siècle. ... » **« Les médecins de la planète affirment que la planète, qui est le patient, est malade », a déclaré Jiménez**

Gómez Tagle. Sept des neuf « limites planétaires » qui, selon les scientifiques, assurent la stabilité des systèmes terrestres, ont déjà été franchies, d'après le rapport « 2025 Planetary Health Check » de l'Institut de recherche sur les impacts climatiques de Potsdam. « Ils mettent les [points de basculement] de côté », a-t-elle ajouté à propos de la méthodologie du rapport. « C'est comme si on disait : "Oh oui, ça arrive, mais ce n'est pas important." Si nous ne les considérons pas avec l'objectivité et l'urgence nécessaires, alors à quoi servent les scientifiques ? »... »

- **Lancet Offline – Éloge des astrologues, des sorciers et des magiciens**

R Horton ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)02083-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)02083-0/fulltext)

À lire absolument.

«... Ce débat s'est intensifié cette semaine avec la publication du rapport de notre Commission sur les menaces mondiales pour la santé au XXI^e siècle. ... **Le climat a été le point de friction.** Nos spécialistes du climat et de la santé ont fait valoir qu'en n'incluant pas le changement climatique parmi les menaces explicitement existentielles, la Commission risquait d'ouvrir la voie à une avalanche de désinformation. Pire encore, lors du calcul des années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY) évitables, la Commission a établi un chiffre qui, bien qu'accompagné d'une mise en garde précisant qu'il ne s'agissait pas d'un classement, pouvait être interprété par ceux désireux de semer la zizanie comme plaçant le changement climatique bien en bas de la liste des menaces prioritaires. **Cette affirmation était compréhensible, mais fallacieuse. L'objectif de la Commission est d'élargir l'éventail des risques que les gouvernements, les agences des Nations unies et le public prennent au sérieux. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance du changement climatique, mais de mettre davantage en avant d'autres menaces qui n'ont jusqu'à présent pas été suffisamment reconnues.** »

« ... Je crains néanmoins que la Commission ne soit mal interprétée. ... Nous avons besoin d'une **liste complémentaire de menaces pour lesquelles il n'est pas possible de calculer des DALYs.** Voici ma liste. (Vous pouvez établir la vôtre.) **Les déplacements forcés de populations. Le racisme. La mésinformation et la désinformation. Les déterminants numériques de la santé. L'érosion des droits sexuels et reproductifs. Les systèmes alimentaires défaillants. Les défaillances des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La perte de biodiversité et les risques de transmission de maladies zoonotiques. La corruption et la mauvaise gouvernance. La violence à l'égard des femmes et des filles...** »

Et il conclut : « ... **le plus grand défi réside dans le fait que, malgré tous les efforts déployés pour quantifier les risques, classer les dangers et prêter attention aux avertissements, nous ne disposons d'aucun mécanisme efficace pour répondre à ces évaluations des menaces.** Les gouvernements ne disent pas honnêtement au public l'étendue des risques auxquels il est confronté. Les agences des Nations unies se recroquevillent de peur des représailles des États membres. Et les militants qui se concentrent sur un seul sujet risquent de fausser le débat public raisonné. **Cette malhonnêteté, ce manque de courage et ces préjugés constituent peut-être les plus grandes menaces de toutes.** »

HPW – Les candidats au poste de directeur général de l'OMS abordent la réforme de la santé mondiale lors de leur premier meeting de campagne

<https://healthpolicy-watch.news/who-director-general-forum/>

À lire. « **Le processus d'élection du directeur général de l'OMS a donné lieu dimanche 11 octobre à son premier débat public entre candidats lors du Sommet mondial de la santé 2026 à Berlin, où quatre des sept candidats déclarés se sont penchés sur la question épineuse de savoir comment rendre les institutions de santé mondiales plus réactives et mieux adaptées à leur mission.** »

« **L'événement phare de la journée d'ouverture, consacré à la « réforme de l'architecture sanitaire mondiale », a fait salle comble – lors d'une session largement considérée comme la plus importante des événements de la conférence de cette année. Mais même si les candidats avaient préparé des recettes toutes faites sur la « nature » des réformes nécessaires, la question du « comment » les mettre en œuvre s'est avérée bien plus difficile à cerner, ont observé les critiques...** »

PS : « ... **Après cette première étape à Berlin, les candidats se rendront au Forum officiel des candidats à la direction de l'OMS, qui se tiendra à Genève en novembre prochain.** Le Conseil exécutif, composé de 34 membres, établira ensuite une liste restreinte et **désignera trois finalistes** lors de sa session de **janvier 2027**, avant le **vote décisif de l'Assemblée mondiale de la santé en mai...** »

- Voir également [Devex](#) : (Andrew Green)

« Une foule composée notamment de dirigeants de grandes organisations, de personnalités de l'Organisation mondiale de la Santé et de rédacteurs en chef de revues a tenté, sans grande délicatesse, de se frayer un chemin pour **assister** à une séance organisée dimanche après-midi et réunissant **quatre des candidats à la direction générale de l'OMS**. Des dizaines de personnes ont été refoulées. Ceux qui ont réussi à entrer dans cette séance où il n'y avait que des places debout ont pu entendre **Hanan Mohamed Al Kuwari** (Qatar), **María Neira** (Espagne), **Budi Gunadi Sadikin** (Indonésie) et **Gevorg Tamamyan** (Arménie) répondre à une série de questions sur la manière dont ils comptaient réformer l'agence et l'architecture mondiale de la santé au sens large. **Hanan Balkhy** (Arabie saoudite) devait également être présente, mais son voyage a été perturbé par le tremblement de terre au Panama. »

« **Les candidats présents ici à Berlin ont évoqué la nécessité d'alléger l'OMS en supprimant les doublons et en recentrant l'agence sur les missions qu'elle est la mieux à même de mener, notamment en tant que rassembleur d'experts.** Ils considéraient par ailleurs **l'OMS comme un élément clé d'un système international plus large** qui répond aux plans établis par les États membres. »

« **Mais les candidats avaient également leurs propres visions spécifiques pour l'organisation.** Pour Sadikin, il s'agit **d'un retour à la mission fondamentale**, qui comprend l'établissement de normes et de lignes directrices. Al Kuwari, qui s'est révélé le mieux préparé sur scène, avec des arguments détaillés, a mis l'accent sur **la capacité de l'organisation à assurer une surveillance indépendante**. Quant à Neira, elle a identifié une opportunité de **donner un nouvel élan à la prévention primaire...** **La plupart des candidats ont éludé les questions visant à savoir s'ils demanderaient aux États-Unis et à l'Argentine de réintégrer l'OMS et, le cas échéant, ce qu'ils seraient prêts à concéder en échange. C'est Tamamyan qui s'est montré le plus explicite en affirmant qu'il formulerait cette demande...** »

Devex - Le Bangladesh réaffecte un prêt de 250 millions d'euros de la BEI destiné à la lutte contre la pandémie à la santé des femmes

<https://www.devex.com/news/bangladesh-redirects-250m-eib-pandemic-loan-to-women-s-health-113517>

Voir ci-dessus. Plus de détails ici.

« **Un prêt de la Banque européenne d'investissement a été approuvé en 2021 pour soutenir le déploiement des vaccins contre la COVID-19 et la préparation à la pandémie. Désormais, ces fonds seront affectés à un programme national, baptisé « Women's Health Initiative » (Initiative pour la santé des femmes), visant à améliorer la santé des femmes et des filles** — un domaine qui a toujours été sous-financé au Bangladesh — ainsi qu'à renforcer les hôpitaux de district et les services de soins intensifs... »

« ... **L'élaboration de l'Initiative pour la santé des femmes a été soutenue par WomenX Collective, le programme d'innovation du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), qui apportera également un soutien technique à la mise en œuvre de l'initiative... L'UNFPA a indiqué que c'était la première fois qu'il participait à la réaffectation d'un prêt en faveur de la santé maternelle** — et a invité d'autres pays à examiner si ce modèle pouvait fonctionner dans leur propre contexte. »

«... **L'Initiative pour la santé des femmes devrait se dérouler entre 2027 et 2031** et devrait permettre d'étendre les soins maternels et néonataux, ainsi que les services de dépistage et de traitement du cancer du col de l'utérus et du sein, à quelque 47 millions de femmes et de jeunes filles, tout en améliorant l'accès aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence. ... »

Sommet mondial de la santé 2026 : la Fondation Gates et Wellcome Leap s'engagent à verser 100 millions de dollars pour réduire les taux mondiaux de mortalité

[Sommet mondial de la santé](#) ;

« **L'événement phare du Sommet mondial de la santé rassemble des dirigeants mondiaux, la société civile et des organisations philanthropiques pour passer d'une réponse à la crise à une résilience durable.** »

« **Wellcome Leap et la Fondation Gates s'engageront à verser 100 millions de dollars à Uzima, une nouvelle initiative de prévention de la mortalité qui vise à démontrer que les taux de mortalité peuvent être réduits de moitié en l'espace d'une décennie dans certains pays sélectionnés.** Les organisations ont annoncé ce programme lundi soir lors de [l'événement phare du Sommet mondial de la santé 2026](#) à Berlin... »

Avec quelques **citations clés** tirées de cet événement phare (auquel ont également participé Merz (en vidéo), Winnie Byanyima, Helen Clark et bien d'autres)

- Communiqué de presse associé : [La Fondation Gates et Wellcome Leap s'engagent à verser 100 millions de dollars pour réduire les taux mondiaux de mortalité](#)

« La mortalité touche des familles partout dans le monde, mais le fardeau n'est pas réparti de manière égale : **sur les près de 2 millions de bébés mort-nés chaque année, près de la moitié le sont en Afrique subsaharienne.** Ce nouvel investissement visera à promouvoir des innovations susceptibles de réduire de moitié les taux de mortalité dans certains pays grâce à **un nouveau programme appelé Uzima.** Cet engagement conjoint débutera avec des partenaires d'Afrique subsaharienne qui mettront en œuvre de nouveaux outils prometteurs et élaboreront un plan d'action pour réduire la mortalité à l'échelle mondiale, d'autres partenaires et des financements supplémentaires venant s'y ajouter ultérieurement. »

La plateforme « Pandemic Hub » de l'OMS se fixe l'objectif ambitieux de détecter les nouveaux foyers épidémiques dans les 24 heures

<https://www.who.int/news/item/12-10-2026-who-pandemic-hub-sets-ambitious-goal-to-detect-new-outbreaks-within-24-hours>

« L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a lancé une nouvelle stratégie quinquennale pour son Centre de veille sur les pandémies et les épidémies, traçant la voie vers un **monde où chaque pays sera en mesure, d'ici 2030, de détecter et de comprendre les menaces sanitaires émergentes dans les 24 heures suivant leur apparition.** Le renforcement de la détection rapide est une pierre angulaire de la sécurité sanitaire mondiale, aidant les pays à contenir les flambées avant qu'elles ne se transforment en épidémies de plus grande ampleur ou ne se propagent à l'échelle internationale... »

Rapport final du Conseil mondial de surveillance de la préparation – Anticiper les risques de pandémie : enseignements tirés de huit années de surveillance mondiale de la préparation

<https://gpmh.org/reports/m/item/getting-ahead-of-pandemic-risk>

Le GPMH a présenté son rapport final, qui expose les principales conclusions concernant la surveillance des risques de pandémie.

« Le **rapport présente cinq enseignements clés tirés de l'expérience du GPMH**, soulignant la nécessité d'une compréhension plus globale du risque de pandémie, d'un leadership politique et d'une responsabilisation plus forte, d'investissements soutenus dans la préparation, et d'une traduction plus efficace des alertes en actions concrètes. »

WHS – quelques extraits supplémentaires

WHS – La soirée d'ouverture du Sommet mondial de la santé 2026 marque les cinq ans du centre de l'OMS à Berlin et se tourne vers Hong Kong, en Chine, en 2027

<https://www.worldhealthsummit.org/news/world-health-summit-2026-opening-night-marks-five-years-of-who-hub-in-berlin-and-looks-ahead-to-hong-kong-china-2027>

« La [soirée d'ouverture du Sommet mondial de la santé 2026](#), qui s'est tenue dimanche soir à Berlin, a marqué le cinquième anniversaire du centre de l'OMS dédié à la veille pandémique et épidémique et a donné un aperçu de la réunion régionale du Sommet mondial de la santé de 2027 à Hong Kong, en Chine. »

Devex - Maintenir le cap et rester sur place

[Devex](#)

Maintenir le cap : « Le Dr Frederik Kristensen ne veut pas que l'on oublie l'importance de la fabrication locale de vaccins. En tant que directeur général du Regional Vaccine Manufacturing Collaborative, il comprend que la production locale de vaccins est **essentielle non seulement pour la sécurité sanitaire, mais aussi pour le développement économique** — deux leçons que les pays ont tirées de la pandémie de COVID-19. Dans le même temps, il fait preuve de réalisme quant à la capacité des pays à produire effectivement des vaccins, sachant qu'il peut s'agir d'une entreprise coûteuse. C'est pourquoi il **plaide en faveur de modèles d'achats groupés** et, **éventuellement, d'une volonté de payer un prix légèrement plus élevé pour les vaccins produits localement, du moins dans un premier temps.** « Je pense que nous allons assister à un essor de ces mécanismes d'achats groupés », a déclaré M. Kristensen, citant le mécanisme d'achats groupés du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (Africa CDC). « Mais cela exigera également que les pays de ces régions prennent eux-mêmes leurs responsabilités et **accordent la priorité à l'achat de vaccins auprès de leurs propres fabricants régionaux.** » Il a noté que les changements de politique en Amérique latine avaient entraîné une augmentation substantielle de la part des vaccins fabriqués dans la région — passant de moins de 1 % en 2020 à 25 % en 2025. Il a toutefois précisé que cela impliquerait probablement que les pays acceptent de payer un supplément pour les vaccins fabriqués dans leur région, le temps que l'industrie prenne son essor.

Rester sur place : « Winnie Byanyima **quittera peut-être ses fonctions** à l'issue de son mandat de directrice exécutive de l'ONUSIDA, qui prendra fin plus tard cette année, mais l'agence, elle, n'ira nulle part. S'adressant à moi en marge de la WHS, Mme Byanyima a souligné que **l'avenir de l'ONUSIDA était « assuré »**, même si l'agence devrait poursuivre ses activités avec des moyens réduits. « Nous avons besoin d'un programme commun qui rassemble le monde entier, qui assure un leadership politique et la responsabilité, et qui garantisse que les communautés soient au cœur de cette démarche », m'a-t-elle confié. « **L'ONUSIDA restera donc présent, mais il va se transformer.** » Alors qu'elle arrive au terme de son mandat de sept ans à la tête de l'organisation, Mme Byanyima a réfléchi à l'héritage qu'elle laisse derrière elle. Parmi ses réalisations, elle a souligné l'évolution vers une attention accrue portée à la prévention du VIH — en particulier pour les filles et les jeunes femmes qui sont les plus exposées au risque d'infection dans de nombreux pays. « Nous avons mis davantage l'accent sur l'égalité en matière de droits humains, en supprimant les barrières sociales qui rendent les personnes vulnérables, tout en promouvant les technologies de prévention », a-t-elle déclaré.

Action mondiale pour la santé masculine (rapport) – Cancer de la prostate :
l'heure est venue d'une nouvelle initiative mondiale

<https://gamh.org/prostatecancer-global/>

« La GAMH appelle à la mise en place d'une nouvelle initiative mondiale consacrée au deuxième cancer le plus fréquemment diagnostiqué chez les hommes dans le monde. »

« Alors que le nombre de cas de cancer de la prostate devrait doubler d'ici 2040, nous exhortons l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à mettre en place une initiative mondiale contre le cancer de la prostate couvrant toutes les étapes de la prise en charge de cette maladie, de la prévention aux soins palliatifs. Notre rapport, *intitulé « Cancer de la prostate : l'heure est venue d'une nouvelle initiative mondiale. Un rapport d'orientation »*, explique que le cancer de la prostate est désormais le cancer le plus fréquemment diagnostiqué chez les hommes dans 112 pays et la première cause de décès par cancer chez les hommes dans 48 pays. D'ici 2040, on comptera près de trois millions de nouveaux cas de cancer de la prostate par an et le taux de mortalité augmentera de 85 %... »

Eric et Wendy Schmidt annoncent la création d'une association mondiale à but non lucratif dédiée à la santé publique afin d'améliorer les systèmes de surveillance, d'identification et de réponse aux menaces sanitaires

<https://www.schmidtglobalhealth.org/news/eric-and-wendy-schmidt-announce-global-public-health-nonprofit-to-improve-systems-that-monitor-identify-respond-to-health-threats>

« Eric et Wendy Schmidt ont annoncé aujourd'hui la création de **Schmidt Global Health, une association à but non lucratif visant à améliorer la santé publique en renforçant les systèmes et en faisant progresser les technologies utilisées pour surveiller, identifier et répondre aux menaces sanitaires émergentes à l'échelle mondiale...**

Ainsi, « ... le travail de l'organisation ... **élargit la mission de la Schmidt Initiative for Long Covid (SILC) au-delà d'une seule maladie. L'organisation s'attaquera au système de santé publique lui-même** en favorisant la collaboration au sein d'un réseau international, en utilisant la technologie pour améliorer l'analyse des données, en diffusant des informations sanitaires et en coordonnant les interventions d'urgence. Au cours des mois qui ont précédé son lancement... »

Quelques analyses supplémentaires de WHS

Devex Check-up – La santé mondiale est confrontée à un problème de guerre

<https://www.devex.com/news/devex-checkup-global-health-has-a-war-problem-113551>

« **L'impact des conflits** est au cœur des débats lors du Sommet mondial de la santé à Berlin... »

« **Le secteur de la santé mondiale peut innover, collaborer et proposer toutes les solutions ingénieuses possibles. Mais cela restera largement insuffisant tant que les guerres continueront de priver des millions de personnes de toute chance de mener une vie saine.** C'était l'un des messages qui donnait à réfléchir et qui résonnait dans les couloirs du Sommet mondial de la santé à Berlin cette semaine. Et ce lieu se prête particulièrement bien à ce débat. Contrairement aux rassemblements habituels sur la santé mondiale, on y voit des personnes en uniforme militaire se mêler à la foule des experts en santé publique. **Les liens entre santé, conflits et sécurité nationale ne sont pas ici un simple sujet secondaire : ils occupent le devant de la scène...** »

Geneva Health Files – La missive de Berlin : Sommet mondial de la santé 2026

P. Patnaik ; <https://newsletter.genevahealthfiles.com/the-berlin-missive-world-health-summit-2026/?ref=geneva-health-files-newsletter>

« Mes impressions sur le Sommet de cette année se limitent à **quelques sessions consacrées aux élections de l’OMS, aux discussions sur les réformes et aux changements de gouvernance**. J’ai également eu l’occasion d’avoir de nombreuses **conversations** brèves et révélatrices **avec un échantillon représentatif de participants – un exercice de collecte de renseignements** qui me passionne. »

Quelques brefs extraits :

Concernant **le forum des candidats au poste de directeur général de l’OMS** : « L’impression générale était que les candidats auraient dû aborder de manière plus approfondie certaines des questions les plus évidentes auxquelles ils sont confrontés, ainsi que les défis fondamentaux de l’OMS, qu’ils seront censés assumer et mener à bien s’ils sont élus...

«... **Quant à la question fondamentale de savoir s’il était approprié d’organiser une telle session lors du Sommet mondial de la santé, cela dépend du point de vue de chacun**. Le Sommet de Berlin est loin d’être un forum populaire ; financé à profusion par le secteur privé, il est trop coûteux pour de nombreuses OSC, mais c’est sans aucun doute un lieu où obtenir rapidement des retours sur tout ce que l’on souhaite tester. Bien qu’il s’agisse d’une tribune biaisée, comme mentionné plus haut, le Sommet mondial de la santé à Berlin est le lieu où se concluent les accords, et les candidats de tous bords souhaitent y être vus et entendus... » (même si tout le monde n’est pas d’accord).

«... **Lors de séances à huis clos, de hauts responsables gouvernementaux des pays donateurs ont indiqué que le directeur général de l’OMS devait faire preuve de sens politique, mais ne pas être politisé**. En tant qu’observateur profane, cela m’a paru un peu difficile à comprendre. En somme, les États membres veulent-ils le beurre et l’argent du beurre ? «Si vous voulez faire de la politique, faites-le au moins avec intelligence», nous a confié un initié, donnant ainsi un conseil aux candidats à la course. ...»

Concernant **la réforme de la santé mondiale** : « ... La réforme de l’OMS dépend à la fois des États membres, des acteurs alliés et du secrétariat. Autre boutade récurrente : **“Le secrétariat est devenu un expert dans la gestion des États membres”** : selon l’initié. Nous avons entendu cela assez souvent de la part de diplomates, notamment dans la manière dont les résolutions voient le jour, par exemple... »

PS : « ... **Ce qui a brillé par son absence, c’est tout débat public sur les négociations en cours à Genève concernant la santé mondiale**. L’annexe à l’accord sur les pandémies – **le mécanisme de partage des avantages liés à l’accès aux agents pathogènes – n’a pratiquement pas été évoquée dans le baromètre de Berlin**. En revanche, plusieurs sessions ont porté sur la biosécurité et l’importance stratégique de la santé. Berlin utilise un langage différent pour aborder les processus intergouvernementaux complexes. »

J Ratevosian – La santé mondiale tient-elle le rythme ?

[sur Substack](#) ;

« Trois questions sur le pouvoir, la réforme et l'innovation après le Sommet mondial de la santé. »

À lire absolument.

P.S. : Ratevosian a également assisté à une séance à huis clos « à l'étage ».

Alliance for HPSR - Systèmes de santé, déplacements de population et les avenir que nous choisissons : l'Alliance au WHS2026

<https://ahpsr.who.int/newsroom/news/item/15-10-2026-health-systems-displacement-and-the-futures-we-choose-the-alliance-at-whs2026>

« Les ministres de la Santé ont rarement l'occasion de réfléchir à l'horizon 2050. « Je me souviens qu'il y avait une mini-crise chaque semaine, voire chaque jour », a déclaré Mme Helen Clark, présidente du conseil d'administration de l'Alliance, en évoquant ses propres années en tant que ministre de la Santé de la Nouvelle-Zélande. **Pourtant, les choix effectués dans le cadre de cette gestion quotidienne des urgences façonneront les systèmes de santé pour les décennies à venir, ont fait valoir les intervenants de l'Alliance lors du Sommet mondial de la santé qui s'est tenu à Berlin en début de semaine, et la préparation de l'avenir ne peut attendre que les crises soient passées. »**

« L'Alliance a organisé l'une des tables rondes d'ouverture du Sommet le 11 octobre, qui portait sur ce à quoi devraient ressembler les systèmes de santé d'ici 2050. Le personnel de l'Alliance a également participé à des sessions consacrées aux conflits, à la santé des migrants et aux hôpitaux du futur. En marge du Sommet, l'Alliance a également réuni ses partenaires autour de son initiative « Health Systems 2050 » et de la réforme de l'architecture mondiale de la santé. »

Citation : « ...**“Nous sommes passés d'une ère de polycrises à celle de l'hyperdynamisme”, a déclaré le Dr Kumanan Rasanathan, directeur exécutif de l'Alliance, en ouvrant la première table ronde du Sommet, intitulée « Repenser les systèmes de santé pour l'avenir ». Les crises n'ont pas disparu, a-t-il fait valoir, mais le changement s'accélère lui aussi, et les choix effectués aujourd'hui conditionneront les systèmes de santé pendant des décennies. »**

Et : « ...**Des principes aux choix concrets : Le Wellcome Trust et l'Alliance ont organisé une réunion parallèle rassemblant des dirigeants nationaux, des bailleurs de fonds, des représentants de la société civile et des partenaires de la santé mondiale afin de faire passer le débat sur l'architecture sanitaire mondiale des principes aux choix concrets.** Cette réunion s'appuyait sur [l'article publié dans *Nature Medicine*](#), dans lequel les deux organisations s'étaient mises d'accord pour donner aux pays les rênes du processus. Les participants ont examiné les options permettant un financement plus cohérent des systèmes de santé et un accès « » aux produits de santé, et **ont convenu que la réforme devait aller au-delà d'un simple remaniement des institutions mondiales.** ... »

« Plusieurs participants ont plaidé pour que l'on parte des fonctions dont les pays et les systèmes de santé ont besoin, et non des organisations qui les fournissent aujourd'hui : lesquelles doivent relever de la compétence nationale, lesquelles tirent profit de la coopération régionale et lesquelles nécessitent encore une action collective mondiale. Les participants ont également débattu de ce que devrait signifier, dans la pratique, une plus grande souveraineté. Un leadership national renforcé doit s'accompagner d'une solidarité internationale et de protections explicites en faveur de l'équité, afin que les populations marginalisées ne soient pas laissées pour compte et que les appels à l'autonomie ne donnent pas aux partenaires extérieurs une raison de se retirer trop tôt.

Pour l'Alliance, les systèmes nationaux de connaissances sont au cœur de cette démarche. Les pays ne peuvent pas jouer un rôle moteur s'ils dépendent d'acteurs extérieurs pour obtenir les données factuelles dont ils ont besoin pour définir leurs priorités, élaborer des politiques et tirer les leçons de leur mise en œuvre ; le renforcement des institutions nationales de recherche et de leurs liens avec l'élaboration des politiques fait donc partie intégrante de la construction de la souveraineté sanitaire. La recherche sur les politiques et les systèmes de santé peut également guider la transition en montrant comment les réformes se déroulent dans différents contextes, quelles capacités et quel enchaînement de mesures elles nécessitent, et où apparaissent des conséquences imprévues.

« Il existe une coalition en faveur du changement », a déclaré le Dr Rasanathan. « La question est de savoir si nous orientons ce changement vers le mieux. »... » «

Urgence Ebola

Cidrap News - Le nombre de cas d'Ebola dépasse les 9 000 dans l'épidémie en République démocratique du Congo

<https://www.cidrap.umn.edu/ebola/ebola-cases-top-9000-dr-congo-outbreak>

(13 oct.) « **Les derniers chiffres** en provenance de la République démocratique du Congo (RDC) indiquent que l'épidémie d'Ebola compte désormais 9 066 cas et 4 381 décès. Il s'agit de la deuxième plus grande épidémie d'Ebola de l'histoire... »

« ... Lancement de l'essai de phase 2/3 pour le vaccin contre le virus de Bundibugyo : aujourd'hui, la CEPI (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies) a annoncé que les préparatifs étaient en cours pour un essai de phase 2/3 baptisé Tumaini, qui évaluera la sécurité, l'immunogénicité et l'efficacité des candidats-vaccins contre le virus de Bundibugyo (BDBV), y compris Ervebo, le vaccin ciblant la souche Zaïre. ... »

« Tumaini est conçu comme un essai sur plateforme adaptative, sous réserve d'une autorisation éthique et réglementaire », **a déclaré la CEPI**. « Cela permet d'évaluer plusieurs candidats-vaccins en parallèle dans le cadre d'un seul essai, ce qui fait gagner un temps précieux en cas d'épidémie. » Outre Ervebo, l'essai inclura au moins deux candidats-vaccins spécifiques au virus de Bundibugyo. »

« Actuellement, l'étude Bravo, un projet de recherche coordonné par Médecins Sans Frontières (MSF), évalue l'efficacité du **vaccin Ervebo** contre la souche Bundibugyo dans le Nord-Kivu et la province d'Ituri. Les équipes ont vacciné 857 professionnels de première ligne... »

Devex - Un cas d'Ebola au Kenya met en évidence les défaillances de la recherche des contacts, selon le directeur du CDC Afrique

<https://www.devex.com/news/kenya-ebola-case-exposes-contact-tracing-failures-says-africa-cdc-chief-113592>

« “Cette personne a contracté la maladie quelque part. Elle ne figurait pas sur la liste des contacts. Elle n’a pas fait l’objet d’un suivi. Elle n’a même pas été testée alors qu’elle était malade depuis un mois”, a déclaré **le Dr Jean Kaseya en marge du Sommet mondial de la santé à Berlin.** »

« **La recherche des contacts ne fonctionne pas dans le cadre de l’épidémie d’Ebola qui sévit dans l’est de la République démocratique du Congo, et le récent cas mortel au Kenya en est un exemple,** selon **le Dr Jean Kaseya,** directeur général des [Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies](#)... .. **M. Kaseya a expliqué que c’est pour cette raison qu’il lui est impossible de prédire combien de temps cette épidémie durera.** Il a précisé qu’il **ne pouvait faire ce genre de prévision que lorsque près de 70 % des nouveaux cas provenaient de personnes faisant l’objet d’un suivi.** « Nous avons tellement de cas provenant des communautés, et non de la liste des contacts », a-t-il déclaré. « Plus de 75 % des décès surviennent dans les communautés, et non dans les centres de traitement. »... »

«... **Environ 3 milliards de dollars ont été promis pour la lutte contre l’épidémie, a-t-il précisé, et quelque 800 millions de dollars ont été versés aux partenaires chargés de la mise en œuvre.** M. Kaseya est fermement convaincu qu’une « **approche centrée sur les villages** » est essentielle pour inverser la tendance de cette épidémie. ... »

Actualités de l’ONU – L’OMS appelle à la vigilance après la confirmation d’un deuxième cas d’Ebola au Kenya

<https://news.un.org/en/story/2026/10/1168602>

« L’Organisation mondiale de la santé (OMS) continue de soutenir les efforts du Kenya pour endiguer Ebola après qu’une deuxième personne a été testée positive au virus de Bundibugyo, a déclaré jeudi **le représentant de l’agence des Nations unies dans le pays.** »

Reuters – L’épidémie d’Ebola au Congo s’étend à une nouvelle province limitrophe de la République centrafricaine

[Reuters](#) ;

« **L’épidémie d’Ebola qui sévit actuellement en République démocratique du Congo s’est propagée à une nouvelle province limitrophe de la République centrafricaine, ont déclaré jeudi deux responsables sanitaires,** posant un nouveau défi aux autorités qui peinent à la contenir. **L’Ubangi-Nord devient la huitième province touchée par l’épidémie de la souche Bundibugyo du virus Ebola,** annoncée mi-mai et devenue la deuxième plus grande épidémie d’ s par Ebola jamais enregistrée, avec plus de 9 000 cas et plus de 4 000 décès confirmés. »

Et quelques liens :

- [Le Groupe de la Banque mondiale renforce son soutien à la lutte contre Ebola en RDC et dans la région](#)

(13 oct.) « Le Groupe de la Banque mondiale renforce son soutien aux efforts menés actuellement par les gouvernements et les instances régionales pour endiguer l'épidémie d'Ebola, protéger les professionnels de santé en première ligne et les communautés touchées, maintenir les services de santé essentiels et sauver des vies. **À ce jour, le Groupe s'est engagé à verser 426,6 millions de dollars pour la réponse d'urgence globale à Ebola, grâce à une combinaison de subventions existantes et nouvelles et de financements concessionnels...** »

- [Actualités de l'ONU – RD Congo : flambée des cas de choléra alors que la lutte contre Ebola bat son plein](#)

« **Alors que le pays lutte contre Ebola dans l'est agité du pays, le choléra gagne du terrain dans plusieurs régions**, alimenté par un manque d'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement... »

Adoption de la déclaration politique sur la PPPR

OMS – Déclaration politique des Nations unies sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies

<https://www.who.int/news/item/12-10-2026-who-welcomes-adoption-of-united-nations-political-declaration-on-pandemic-prevention-preparedness-and-response>

(12 octobre) Communiqué de presse de l'OMS.

« **L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) se félicite de l'adoption aujourd'hui par l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) de la Déclaration politique sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR).** Cette déclaration réaffirme avec force la solidarité et l'engagement mondiaux nécessaires pour protéger les générations futures contre les effets dévastateurs des pandémies. ... Les États membres ont examiné la Déclaration lors de la deuxième réunion de haut niveau de l'AGNU sur la PPPR, le 25 septembre 2026, et l'ont soumise à l'Assemblée générale plénière en vue de son adoption aujourd'hui... »

« S'appuyant sur les avancées majeures réalisées en matière de recherche et de coordination depuis la pandémie de COVID-19, notamment l'adoption de l'Accord de l'OMS sur les pandémies, **la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations unies appelle à des investissements et à des actions soutenus visant à renforcer les capacités nationales, régionales et mondiales de prévention, de détection et de réponse aux menaces pandémiques.** ... La Déclaration souligne la nécessité d'une approche holistique qui considère la préparation aux pandémies comme un enjeu de santé, de développement, d'économie et de sécurité exigeant une action coordonnée entre les différents secteurs. ... Les États membres ont notamment insisté sur l'urgence de conclure les négociations relatives à l'annexe PABS, élément clé de l'Accord de l'OMS sur les pandémies... »

Actualités de l'ONU – L'Assemblée générale adopte une déclaration sur les pandémies, mais sans consensus

<https://news.un.org/en/story/2026/10/1168581>

« L'Assemblée générale a adopté lundi une déclaration politique sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, **par 153 voix pour, trois contre (Argentine, Israël et États-Unis) et deux abstentions (Nouvelle-Zélande et Paraguay).** »

- Et via « **la réunion de haut niveau des Amis du PPPR** », en réaction à cette adoption : [Nous saluons l'adoption de la déclaration politique, mais affirmons que les pays doivent désormais tenir leurs engagements](#)

« ... Elle reconnaît la valeur d'une approche « One Health » et de la prévention à la source en s'attaquant aux facteurs à l'origine des épidémies. Elle appelle à donner la priorité à l'équité et à promouvoir l'accès aux vaccins, aux tests et aux traitements, et à ce que ces outils soient disponibles dans les 100 premiers jours suivant l'apparition d'une menace pandémique. Elle reconnaît un déficit annuel estimé à 15 milliards de dollars US dans le financement de la préparation, le travail du Fonds pour les pandémies, ainsi que les limites d'un système de financement fragmenté et sous-financé... »

« **Mais la déclaration politique contient peu d'engagements concrets, mesurables ou assortis de délais.** Les "Amis" mettent désormais tous les États membres au défi de fixer des objectifs ambitieux et assortis de délais pour garantir que nous soyons véritablement en mesure de prévenir les urgences sanitaires et les menaces de pandémie, de nous y préparer et d'y répondre... »

HPW - Avec seulement trois votes « contre », l'ONU adopte une déclaration politique sur la préparation aux pandémies

<https://healthpolicy-watch.news/un-adopts-political-declaration-on-pandemic-preparedness/>

Reportages et analyses à ne pas manquer.

« La déclaration a été soumise au vote après que la réunion de haut niveau des Nations unies du 25 septembre **n'a pas pu l'adopter par consensus** – mais seuls les États-Unis, Israël et l'Argentine ont voté contre, tandis que la Nouvelle-Zélande et le Paraguay se sont abstenus. ... **Bien que les États membres de l'Union européenne (UE) aient voté en faveur de la déclaration, plusieurs d'entre eux ont pris leurs distances par rapport aux références qu'elle contenait aux transferts de technologies et aux flexibilités dans l'application des accords de l'Organisation mondiale du commerce relatifs aux droits de propriété intellectuelle en cas de crises sanitaires.** ... »

« ... L'UE en faveur – avec des réserves importantes : alors que l'UE a salué l'objectif général de la déclaration, elle a pris ses distances par rapport à ce qu'elle a qualifié de « références sans réserve aux transferts de technologies ». ... S'exprimant au nom de l'UE, l'Irlande a déclaré que ces transferts ne pouvaient être effectués que « sur une base volontaire et selon des conditions convenues d'un commun accord », et a souligné la nécessité de respecter les règles en matière de propriété intellectuelle, en citant la **Déclaration de Doha** de l'Organisation mondiale du commerce.

Ces **préoccupations reflètent en grande partie le débat qui a animé ces cinq dernières années autour de l'annexe du PABS** : les pays doivent-ils s'en remettre à des accords volontaires, ou établir des engagements plus fermes et contraignants pour partager les bénéfices de la recherche scientifique et de la production... »

« **L'action nécessite un consensus et le respect des règles internationales.** Le texte qui nous est présenté offre des éléments saillants pour faire progresser le PPPR », a déclaré le représentant de l'Irlande devant l'assemblée. « Il comporte également des reculs par rapport à notre objectif commun essentiel : un monde plus sûr et plus sain pour tous. »... »

« **L'UE a également remis en question l'utilisation persistante du déficit de financement de 15 milliards de dollars, largement cité, en matière de préparation aux pandémies, arguant que l'estimation figurant dans la déclaration n'était « plus d'actualité ».** Elle n'a toutefois pas fourni de **chiffre révisé**, appelant plutôt à un meilleur suivi financier et à une utilisation plus efficace des mécanismes de financement existants grâce à un outil mondial de suivi financier... »

- Voir aussi [Devex – L'ONU adopte une déclaration sur les pandémies malgré l'opposition des États-Unis](#)

En savoir plus sur le PPPR

Geneva Health Files – Des cas suspects de pneumonie en Russie mettent le Règlement sanitaire international à l'épreuve

<https://newsletter.genevahealthfiles.com/suspected-cases-of-pneumonia-in-russia-puts-the-international-health-regulations-to-test/?ref=geneva-health-files-newsletter>

« Dans cette édition, nous présentons **tout d'abord les faits, les communiqués de l'OMS et ceux de la Russie concernant l'évolution de la situation.** Nous rapportons les réponses apportées par de hauts responsables de l'OMS aux questions posées par les journalistes lors d'une conférence de presse en début de semaine. **Ensuite, nous abordons brièvement la manière dont les diplomates de la santé interprètent ces événements dans un contexte géopolitique plus large.** Tout s'inscrit dans un contexte, et les urgences sanitaires sont de plus en plus imprégnées de considérations géopolitiques. »

Concernant **le contexte politique** : « Des sources diplomatiques à Genève nous ont indiqué qu'elles examinaient l'évolution de la situation. On a le sentiment que l'OMS ne dispose peut-être pas d'informations suffisantes sur l'évolution de la situation en Russie. Bien qu'à ce stade, les questions soient plus nombreuses que les réponses, les experts en santé publique suggèrent de se concentrer sur les faits plutôt que d'alimenter les spéculations et les théories du complot. Cet incident met également en évidence le manque de confiance suffisant dans les processus relatifs à l'information, à la communication et à la gouvernance en matière de santé publique. **Des sources diplomatiques analysent également ces développements dans un contexte politique plus large** : notamment le conflit en cours en Ukraine et les élections de mi-mandat aux États-Unis. **Le RSI n'impose aucune obligation de partager des informations biologiques ou des séquences génétiques** (mais certains pays le font dans un esprit de collaboration internationale). **La Russie, parmi quelques autres pays (notamment, mais sans s'y limiter : la Chine, l'Inde, la Malaisie), a suggéré et souligné l'importance**

des mesures de biosécurité dans les négociations en cours sur le système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages – l'annexe à l'accord sur les pandémies. Cependant, les mesures de biosécurité ou les obligations y afférentes n'ont pas été suffisamment abordées lors des négociations, ont indiqué des sources... »

Journal of Law, Medicine & Ethics – Les accords bilatéraux de santé « America First » menacent de saper l'ordre sanitaire mondial multilatéral

S. Sekalal et al. ; [Journal of Law, Medicine & Ethics](#) ;

« Au cours du second mandat de Trump, les États-Unis ont signé des accords bilatéraux en matière de santé avec au moins 27 pays d'Afrique et d'Amérique latine, redéfinissant ainsi la manière dont les pays signataires financent, réglementent et contrôlent leurs systèmes de santé. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie « America First » en matière de santé mondiale, ces accords sont signés alors que le retrait des États-Unis de l'OMS restructure la santé mondiale. **Cet article examine en quoi ce virage vers le bilatéralisme risque d'affaiblir les obligations juridiques multilatérales en matière de renforcement des capacités, d'accès et de partage des avantages, de transparence et du droit à la santé.** »

BMJ – Armes biologiques basées sur l'IA : quelle est l'ampleur réelle de la menace ?

<https://www.bmj.com/content/395/bmj-2026-101086>

« Les menaces en matière de biosécurité se multiplient à travers le monde, et notre capacité à les détecter et à y faire face est à la traîne, selon les experts. **Quelles menaces l'avenir nous réserve-t-il, et comment peut-on les enrayer ?** »

- Voir également [The Guardian – L'IA pourrait-elle « changer la donne » dans le développement des armes biologiques ?](#)

« Selon les experts, cette technologie pourrait aider les terroristes et les États à produire des armes biologiques, **mais des obstacles importants subsistent.** »

Réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale (12-18 octobre, Bangkok)

Avec plusieurs articles, mises à jour et analyses connexes – les analyses les plus critiques figurant dans la seconde partie.

Devex Pro – L'IA, la dette et les capitaux privés en tête de l'ordre du jour de la Banque mondiale et du FMI

<https://www.devex.com/news/ai-debt-and-private-capital-to-top-world-bank-imf-agenda-113565>

Analyse en amont des réunions. « Alors que l'aide bilatérale diminue, **ces réunions permettront de voir si les bailleurs de fonds multilatéraux sont capables d'apporter davantage aux pays à faibles revenus du monde entier.** »

Devex - Les manifestants craignent les conséquences de leur protestation contre le sommet de la Banque mondiale à Bangkok

<https://www.devex.com/news/demonstrators-fear-consequences-of-protesting-bangkok-world-bank-summit-113621>

« Les militants affirment que les autorités thaïlandaises intimident les participants étrangers et restreignent les manifestations pacifiques, **alors que la société civile interpelle la Banque mondiale et le FMI sur les inégalités, la dette et l'inaction climatique.** »

Reuters - La Banque mondiale est en pourparlers avec des dizaines de pays au sujet d'une aide d'urgence, déclare M. Banga

<https://www.reuters.com/business/finance/world-bank-talks-with-dozens-countries-about-crisis-aid-banga-says-2026-10-11/>

« **Le président de la Banque mondiale constate une pression croissante sur les pays en développement.** Les capitaux privés sont en forte hausse, mais pas pour les pays à faibles revenus. **La Banque mondiale a 14 à 15 opérations d'échange de dette contre des projets de développement en cours de préparation,** selon M. Banga. »

« ...**La Banque mondiale est en pourparlers avec 30 à 40 pays au sujet d'une aide d'urgence potentielle destinée à les aider à gérer les chocs énergétiques et les hausses de prix provoqués par la guerre au Moyen-Orient,** a déclaré son président, Ajay Banga, à Reuters lors d'une interview... »

« M. Banga a déclaré que l'économie mondiale s'était montrée assez résiliente, en partie grâce aux investissements massifs dans l'intelligence artificielle et aux ajustements de l'offre et de la demande de pétrole, ce qui explique que **peu de pays aient sollicité les 25 milliards de dollars initiaux de fonds d'urgence** que la Banque mondiale avait mis à disposition lorsque la guerre a éclaté fin février... »

Mais la situation est en train de changer.

The Guardian – Le FMI prévient que l'économie mondiale « pourrait bientôt atteindre les limites de sa résilience »

<https://www.theguardian.com/business/2026/oct/13/imf-global-economy-world-economic-outlook-uk-gdp-forecast-2026>

« **Les Perspectives économiques mondiales indiquent que les stocks de pétrole des États sont faibles et que leurs budgets sont mis à rude épreuve,** tout en révisant à la hausse les prévisions de croissance du PIB britannique pour 2026... »

Quelques extraits tirés de Devex lors des réunions annuelles :

[Devex](#) ;

Avec un très bon aperçu de certains des principaux événements. Extraits ci-dessous :

- « [Ces]... crises qui s'éternisent nous ont fourni **des données sur la façon dont la Banque mondiale et le FMI s'en sortent — et selon les experts, ce n'est pas si mal.** « Ce que l'on ne dit pas assez, c'est qu'en réalité, **les institutions financières internationales résistent remarquablement bien à ces crises par rapport à d'autres organisations multilatérales** », a déclaré Glennerster. « [Ces réunions] constituent un cadre où la Chine, la Russie, les États-Unis, l'Iran et tous ces acteurs — **même s'ils** sont peut-être en guerre les uns contre les autres — **s'assoient autour d'une table avec le FMI et la Banque mondiale pour conclure régulièrement des accords.** Je pense donc que c'est là l'aspect encourageant de la situation actuelle. »... »
- ... **Place à la philanthropie** : c'est la **première année** que le Groupe de la Banque mondiale **organise un forum dédié à la philanthropie. Un nouveau pôle dédié à la philanthropie**, [qui devrait] être lancé lors des réunions de cette semaine, vise à **faciliter l'accès à l'institution et à élargir les partenariats au-delà des contributions traditionnelles aux fonds fiduciaires...** »

Pour en savoir plus, consultez [Banque mondiale – Forum sur la philanthropie, Assemblées annuelles 2026](#) : « **Le tout premier Forum sur la philanthropie** réunira certains des plus grands leaders mondiaux de la philanthropie et du développement **afin d'explorer une nouvelle ère de collaboration pour un impact concret.** »

Voir également [Devex](#) (quelques jours plus tard) :

« Pour la première fois lors des assemblées annuelles, **la Banque mondiale a organisé un forum sur la philanthropie d'une journée entière**, au cours duquel **elle a lancé un nouveau pôle dédié à la philanthropie**. Mais ce n'est pas tant le pôle en lui-même qui est intéressant. C'est **l'ambition de la Banque de transformer sa relation avec les fondations philanthropiques, en allant au-delà de la simple sollicitation de fonds pour travailler beaucoup plus étroitement avec elles.** La Banque estime pouvoir jouer un rôle important dans la coordination de la philanthropie, en associant les fondations plus tôt au dialogue et en tirant mieux parti de leur expertise, et pas seulement de leurs ressources financières. Ce pôle est conçu pour permettre aux fondations de s'y retrouver plus facilement au sein de cette institution complexe et pour les impliquer plus tôt dans la création de programmes autour d'objectifs communs. **Cette nouvelle approche s'articulera autour de certains des grands projets de la banque**, notamment « **Mission 300** », qui vise à étendre l'accès à l'électricité en Afrique ; « **AgriConnect** », axé sur l'amélioration des moyens de subsistance des petits agriculteurs ; et « **Water Forward** », qui vise à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau... »

- «... **Préoccupés par le surendettement** : le surendettement figurera une nouvelle fois parmi les priorités à Bangkok. Un **nouveau rapport** montre que **3,7 milliards de personnes** vivent aujourd'hui dans des pays où les paiements d'intérêts sur la dette publique dépassent les dépenses consacrées à la santé ou à l'éducation. Les pays en développement ont versé près de 1 000 milliards de dollars d'intérêts nets sur la dette publique en 2025, soit près de trois fois le niveau de 2010...

« **Les efforts visant à réformer le Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette**, qui constitue le processus existant permettant aux pays à faible revenu de restructurer ou de réduire leur dette publique, **sont au point mort depuis un certain temps...** » (*mais voir ci-dessous*)

- « ... **Dernière chance avant l'IDA22** : enfin et surtout, **ces réunions constitueront la dernière occasion pour les actionnaires de se réunir avant le début de la prochaine reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA22), prévue en décembre.** « Les premiers signaux que je perçois indiquent que les ministres des Finances tentent de modérer les attentes concernant leurs engagements envers l'IDA », explique M. McNair.

Les pays **devront s'engager sur un nouveau montant et sur les conditions** de levée de ces fonds. « Il y a un dilemme fondamental entre le volume – c'est-à-dire accorder davantage de ressources aux pays à des conditions moins favorables – et en accorder moins à des conditions plus favorables », explique M. Prizzon, qui dirige un groupe de travail technique sur l'IDA22. ... Alors que de nombreux pays bénéficiaires de l'IDA sont confrontés à un surendettement ou risquent de l'être, **l'équilibre entre les dons, les prêts et la viabilité financière à long terme de l'IDA sera au cœur du débat sur la reconstitution des ressources.** ... Mme Landers indique qu'elle cherchera à obtenir « des premières indications sur la position des bailleurs de fonds quant au montant qu'ils estiment pouvoir apporter, mais aussi sur l'agenda politique concernant l'IDA... en particulier en ce qui concerne l'orientation de l'IDA vers les pays les plus vulnérables qui en dépendent réellement dans le cadre du filet de sécurité financier mondial ».

- Et via **Devex** (quelques jours plus tard) [Le nouveau club de la dette](#)

« ... **la Plateforme des emprunteurs** ... a tenu sa première réunion de gouvernance lundi. »

« **Le groupe a notamment adopté une structure de gouvernance, des critères d'adhésion, des principes de fonctionnement et un plan de travail. Il a en outre nommé un nouveau président et annoncé que 31 pays avaient officiellement rejoint ses rangs.** Il a également **publié un communiqué reconnaissant l'ampleur du défi que représente la dette.** Les frais d'intérêt, a-t-il averti, ont augmenté plus de deux fois plus vite que les recettes publiques, réduisant ainsi les fonds disponibles pour la santé, l'éducation, l'action climatique et les infrastructures essentielles... »

« **Muhammad Aurangzeb**, ministre fédéral des Finances et des Recettes du Pakistan, est **le nouveau président.** ... »

« ... Pour l'instant, a-t-il souligné, la **plateforme se concentre sur l'apprentissage mutuel, la coopération technique et l'aide apportée aux pays pour éviter les écueils** avant qu'ils ne se transforment en crises. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Prenons l'exemple du Pakistan, qui s'inspire de l'expérience de l'Égypte en matière d'émission d'une obligation « Panda » – une obligation libellée en renminbi chinois émise par une entité non chinoise – et suit son exemple... »

« **La plateforme pourrait aider les services de gestion de la dette à collaborer, à partager des approches visant à accroître les recettes publiques, à améliorer la gestion des finances publiques et à trouver des moyens de créer davantage de marge de manœuvre budgétaire...** »... »

Bloomberg – Le G20 prévoit de réformer son cadre d’allègement de la dette

[Bloomberg](#) ;

« Les pays africains qui ont utilisé une boîte à outils mise en place pendant la pandémie pour obtenir un allègement de leur dette ont dû suivre un parcours long et semé d’embûches. La Zambie, qui a connu son premier défaut de paiement il y a six ans, n’a toujours pas entièrement mené à bien la restructuration de sa dette . L’Éthiopie n’a évité que de justesse une action en justice devant un tribunal de Londres intentée par ses détenteurs d’obligations. Le Ghana s’est heurté à un prêteur régional au sujet d’exigences lui imposant de supporter des pertes... »

« Il n’est donc pas étonnant que le Sénégal ait été réticent à adopter le Cadre commun du G20, alors même que la nécessité de renégocier ses prêts devenait de plus en plus évidente. Lorsque le gouvernement de ce pays d’Afrique de l’Ouest a finalement annoncé qu’il demandait un répit à ses créanciers, le ministre des Finances, Cheikh Diba, a déclaré qu’il utiliserait une [nouvelle version améliorée](#) du Cadre commun... »

« Qu’est-ce que cela impliquera concrètement ? En réponse aux critiques concernant la lenteur des négociations, le G20, le FMI et le Club de Paris ont pris des mesures pour accélérer le processus. Il s’agit notamment de mener des discussions en parallèle avec les différents créanciers — des gouvernements aux banques en passant par les détenteurs d’obligations — plutôt que de traiter avec eux les uns après les autres. Jusqu’à présent, les emprunteurs concluaient d’abord des accords avec les prêteurs bilatéraux avant de demander aux détenteurs d’obligations un allègement similaire. »

« Le Sénégal servira de [terrain d’essai](#) à cette nouvelle approche, que Stephen Paduano, ancien responsable du Trésor américain, qualifie de “Common Framework 2.0” ... »

CGD (blog) - Le problème des arbitres au Sénégal

D. Grigorian ; <https://www.cgdev.org/blog/senegals-referee-problem>

« Le Cadre commun du G20 “amélioré” rassemble enfin les créanciers autour d’une même table. Il laisse toutefois à l’un d’entre eux le soin de juger les autres selon des règles que personne d’autre ne peut pleinement comprendre. »

« La semaine dernière, les créanciers extérieurs du Sénégal [se sont réunis pour la première fois](#), lors d’une session virtuelle présidée par le Fonds monétaire international (FMI). Les créanciers ont reçu un point sur la situation financière du Sénégal, notamment sur son programme de réformes économiques et sa stratégie de traitement de la dette, et bien qu’ils aient soulevé des questions, ils n’ont en réalité pris aucune décision. Cette distinction, entre consulter les créanciers et prendre des décisions avec eux, déterminera si le Sénégal deviendra le premier succès rapide ou la cinquième longue attente du « cadre commun amélioré » du G20, qui vise à coordonner la restructuration de la dette entre créanciers et prêteurs afin d’aider les pays à faire face à un endettement insoutenable... »

Guardian - Les pays en développement confrontés à un triple choc lié à la crise énergétique, au phénomène El Niño et aux coûts d'emprunt, met en garde l'ONU

<https://www.theguardian.com/business/2026/oct/11/developing-nations-triple-shock-energy-crisis-el-nino-borrowing-costs-un-warns>

« L'agence des Nations Unies chargée du développement appelle à une action urgente, car ces crises pourraient « replonger des dizaines, voire des centaines de millions de personnes dans la pauvreté ».

Guardian - Le système financier mondial laisse tomber les pays en développement, déclare Ed Miliband

<https://www.theguardian.com/politics/2026/oct/14/global-financial-system-is-failing-developing-countries-says-ed-miliband-world-bank>

« Le ministre britannique des Affaires étrangères appellera la Banque mondiale et d'autres institutions à venir en aide aux gouvernements pris au piège par des coûts d'emprunt élevés. »

« Le ministre des Affaires étrangères, **Ed Miliband**, affirmera que le système financier mondial fait défaut aux pays en développement, tout en appelant à un « New Deal » pour les gouvernements qui peinent sous le poids de la dette. Promettant de mettre le poids diplomatique du Royaume-Uni au service d'une réforme urgente, il évoquera l'exemple du sommet de Gleneagles organisé sous le dernier gouvernement travailliste en 2005 – point d'orgue de la campagne « Make Poverty History »... »

«... S'exprimant mercredi à Bangkok, il appellera la **Banque mondiale** et les autres banques multilatérales de développement (BMD) à utiliser les ressources dont elles disposent pour alléger le fardeau des gouvernements pris au piège par des coûts d'emprunt élevés. « Nous devons agir sur la dette des pays en développement par l'intermédiaire des BMD », devrait-il déclarer. « Une action qui tire parti des bilans des institutions financières internationales pour aider ces pays à rembourser sur des horizons temporels plus longs et, surtout, à se refinancer à de meilleurs taux, afin de leur donner une marge de manœuvre budgétaire précieuse. »... »

Project Syndicate - Le financement du développement nécessite plus d'une monnaie

Justin Yifu Lin et Yan Wang ;

<https://www.project-syndicate.org/commentary/chinese-renminbi-lending-developing-countries-by-justin-yifu-lin-and-yan-wang-2026-10>

« Pour de nombreux pays en développement, les prêts libellés en renminbi constituent une alternative crédible, de plus en plus accessible et rentable aux emprunts en dollars. À l'heure où la stabilité et la prévisibilité des politiques et des institutions économiques américaines sont remises en question, la monnaie chinoise gagne en attractivité. »

Devex Pro – Le directeur du Fonds pour la pandémie : investir dans la santé crée des opportunités d'emploi

<https://www.devex.com/news/pandemic-fund-head-investing-in-health-creates-job-opportunities-113625>

(accès payant) « **Priya Basu affirme que le secteur de la santé est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois à l'échelle mondiale**, qu'il s'agisse de médecins, d'infirmières, de techniciens de laboratoire ou de vétérinaires... »

Global Policy Forum – Les institutions de Bretton Woods ne sont pas adaptées à leur mission

Barbara Adams ; <https://www.globalpolicyforum.net/blog/2026/10/09/the-bwis-are-not-fit-for-purpose/?s=09>

Avec une recommandation sans détour : « **S'attendre à ce que les institutions de Bretton Woods (IBW) se réforment, ou soient réformées, pour rendre des comptes en matière de droits de l'homme, de justice écologique et économique est aussi irréaliste** que d'espérer une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU visant à promouvoir la paix mondiale en ajoutant davantage de membres permanents disposant d'un droit de veto... »

« ... Contrairement aux institutions de Bretton Woods, la [Charte des Nations unies](#) stipule que : "L'Organisation est fondée sur le principe de **l'égalité souveraine de tous ses Membres**" et que "Chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix". **Il est temps de retirer le FMI et la Banque mondiale du système des Nations unies, de les exclure du Conseil d'administration des Nations unies** et de réexaminer leur rôle en tant [qu'agences dépositaires](#) de plusieurs indicateurs des ODD. ... »

P. Schellekens – Le silence assourdissant sur les pauvres dans le programme des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale

<https://movingfrontiers.substack.com/p/the-deafening-silence-on-the-poor?s=09>

Une autre analyse à l'approche des réunions. « **Le FMI et la Banque mondiale ont programmé 174 événements qui débiteront bientôt ici à Bangkok. Un seul mentionne la pauvreté dans son titre.** »

« ... **voici cinq raisons** pour lesquelles reléguer la pauvreté au second plan **lors du rassemblement sur le développement le plus important de l'année – même si ce n'est que dans le programme – est une erreur, tant sur le plan de l'image que sur le fond...**

« ... 1. Plus de 800 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, et le rythme de réduction de l'extrême pauvreté s'est stabilisé

2. Plus de 1,1 milliard de personnes sont en situation de pauvreté multidimensionnelle, et la moitié d'entre elles sont des enfants

3. La création d'emplois ne suffit pas à réduire la pauvreté

4. Dans certaines régions, les capitaux privés tarderont à affluer

5. La protection sociale ne devrait jamais être considérée comme un demi-pilier... »

PS : « À ce sujet : **dans le programme des Assemblées annuelles de la semaine prochaine, le terme « protection sociale » n'apparaît que dans trois titres d'événements.** Cette omission fait écho à une tendance de longue date consistant à reléguer la composante « assurer » du cadre de réduction de la pauvreté de la Banque mondiale – « croître, investir, assurer » – au rang de simple complément plutôt que d'élément à part entière. Le Rapport sur le développement dans le monde de 1980 soulignait que la portée de tels programmes dans les pays à faibles revenus était « nécessairement limitée ». Comme le montrent Gill, Revenga et Zeballos (2016), cela a évolué vers ce qui a été qualifié de « **stratégie des deux points et demi** », dans laquelle l'aide publique constitue le demi-pilier... »

« Ce n'est qu'en 2016 que la Banque mondiale a officiellement fait de l'assurance un pilier à part entière. Mais même alors, cette promotion s'accompagnait de conditions : il était conseillé aux pays de ne développer l'assurance sociale qu'une fois l'extrême pauvreté ramenée à des niveaux faibles... »

Note du CGD – Plus crucial que jamais : renforcer la croissance et la résilience grâce aux banques multilatérales de développement

H. Kharas et M. Ahmed ; <https://www.cgdev.org/publication/more-critical-ever-strengthening-growth-and-resilience-through-multilateral-development>

À propos d'un **rapport rédigé par un groupe de chercheurs issus de quatre think tanks indépendants** : « La Brookings Institution, le Center for Global Development (CGD), l'Indian Council for Research on International Economic Relations (ICRIER) et ODI Global. »

« Il est impératif et urgent de garantir une croissance durable, la lutte contre le changement climatique et la résilience en stimulant les investissements dans les infrastructures durables et le capital humain. **Face à la forte baisse des investissements de l' , de nombreux pays en développement sont limités dans leur capacité à saisir cette opportunité en raison d'une marge de manœuvre budgétaire insuffisante.** Dans ce contexte, les banques multilatérales de développement (BMD) ont pris plus d'importance que jamais... »

Découvrez pourquoi.

- Et le rapport complet : [Plus essentiel que jamais : renforcer la croissance et la résilience grâce aux banques multilatérales de développement](#)

Résumé à la page 9

Global Policy Forum – Le tournant vers le privé : la Banque mondiale fonctionne-t-elle toujours comme une banque de développement ?

Bodo Ellmers ; <https://www.globalpolicy.org/en/news/2026-10-12/private-turn-does-world-bank-still-function-development-bank>

« Depuis l'entrée en fonction du président Ajay Banga, la Banque mondiale accorde une attention renouvelée au secteur privé. **L'actualité la plus marquée de la Banque mondiale** cette année a sans doute été l'annonce selon laquelle elle avait « mobilisé davantage de capitaux privés au cours de l'exercice 2026 que durant n'importe quelle autre année de son histoire et émis un volume record de garanties ». Selon les chiffres de la Banque elle-même, **ce montant a triplé en seulement quatre ans**, passant de 35 milliards de dollars américains (USD) en 2022 à 112 milliards d'USD en 2026. Des sources internes à la Banque mondiale laissent entendre que M. Banga **n'est pas encore satisfait**. Il souhaite que la Banque mobilise deux dollars de capitaux privés pour chaque dollar de ses propres engagements annuels, ce qui représente environ le double du ratio actuel...

« Mais les pays à faible revenu (PFR) – les pays les plus pauvres du monde – sont mis à l'écart par la réorientation de la Banque mondiale. Alors que la mobilisation totale de capitaux privés a plus que triplé, **le montant mobilisé pour les pays à faible revenu est resté autour de 3 milliards de dollars US sur la même période**. L'obsession de la Banque mondiale pour la maximisation de la mobilisation de capitaux privés signifie que son personnel se concentre de plus en plus sur les « opérations » de grande envergure et les cibles faciles, que l'on ne trouve que dans des économies relativement grandes, riches et stables. **Les pays les plus pauvres et les plus fragiles sont laissés pour compte.** »

« De plus, alors que le service de communication de la Banque mondiale met en avant les volumes de capitaux privés mobilisés, **il reste muet sur les conditions et les objectifs** de ces opérations. Dans le contexte actuel, il est raisonnable de supposer que ces capitaux privés sont coûteux et **qu'ils imposeront aux pays emprunteurs de lourdes charges liées au service de la dette pendant des années, voire des décennies, réduisant ainsi leur marge de manœuvre budgétaire...** » « ... Si la nouvelle stratégie de la Banque mondiale peut générer de nouveaux fonds à court terme, elle contribue également à entraîner les pays à faibles et moyens revenus dans de nouveaux pièges de la dette dont ils pourraient ne pas pouvoir se sortir à long terme ... Cette nouvelle approche prouve que la Banque mondiale fonctionne bien en tant que banque sous la direction de Banga — un homme qui est entré en fonction fort d'une expérience et d'un réseau considérables à Wall Street —, **mais qu'elle opère de plus en plus comme une banque commerciale. Elle ne fonctionne plus comme une banque de développement axée sur l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités.** Elle s'éloigne de plus en plus du principe de développement durable convenu au niveau international : ne laisser personne de côté. »

Eurodad – De la promesse non tenue «De milliards à des milliers de milliards» à la crise de la dette : de nouveaux rapports dénoncent les échecs des modèles financiers de la Banque mondiale et du FMI

https://www.eurodad.org/from_failed_billions_to_trillions_promise_to_debt_crisis

« Alors que s'ouvrent les Assemblées annuelles à Bangkok, **de nouvelles études révèlent comment une décennie de promesses non tenues a plongé les pays du Sud dans des pressions d'endettement de plus en plus lourdes** – et proposent un programme de réforme systémique. »

« ... Plus d’une décennie après le lancement par la Banque mondiale de son programme phare “De milliards à billions”, deux nouvelles publications dénoncent les échecs d’un système international de financement du développement qui promettait de mobiliser des billions d’investissements privés, mais qui a au contraire laissé les pays du Sud confrontés à un fardeau de la dette croissant, à des inégalités qui s’aggravent et à une marge de manœuvre budgétaire qui se réduit. Ces conclusions remettent en cause le postulat central qui sous-tend la politique internationale de financement du développement depuis 2015 : celui selon lequel les ressources publiques limitées devraient être utilisées pour attirer des investisseurs privés vers des projets de développement et de lutte contre le changement climatique... »

« La première, intitulée ***The Real Cost of Debt*** (**Le coût réel de la dette**), montre comment l’alourdissement des remboursements de la dette, les mesures d’austérité imposées par les conditions du FMI et la réduction des budgets publics sapent les services essentiels, aggravent les inégalités et érodent la prise de décision démocratique dans l’ensemble du Sud. Le second, intitulé « **L’expérience ratée “Billions to Trillions” : quelle suite ?** », examine les lacunes de l’initiative menée par la Banque mondiale visant à mobiliser des capitaux privés pour le développement – un thème clé des Assemblées de cette année – et met en évidence le fossé entre une décennie de promesses ambitieuses et les financements effectivement débloqués. »

« ... Loin de fournir des financements à l’échelle nécessaire, le modèle “Billions to Trillions” n’a mobilisé que 76,8 milliards de dollars de capitaux privés en 2024, soit une fraction des milliers de milliards envisagés. Sur l’ensemble de la décennie 2015-2024, la mobilisation cumulée de financements privés n’a atteint que 555,5 milliards de dollars. »

« En 2026, les pays du Sud devront verser près de 400 milliards de dollars américains à leurs créanciers extérieurs – soit le double du montant qu’ils versaient il y a à peine dix ans. Un tiers de cette somme est consacré au paiement des intérêts plutôt qu’au remboursement des prêts initiaux, ce qui détourne encore davantage les fonds publics vers les poches des créanciers étrangers... »

Eurodad – Le coût réel de la dette

I Fresnillo ; https://www.eurodad.org/the_real_cost_of_debt_report

(avec quelques détails supplémentaires sur le premier rapport, mentionné ci-dessus).

« Derrière la crise de la dette qui ne cesse de s’aggraver, ce sont des milliards de personnes qui en paient le prix. Ce rapport explore la crise systémique qui se cache derrière les répercussions concrètes de la crise de la dette des pays du Sud. »

« En 2026, les pays du Sud devront verser près de 400 milliards de dollars américains à leurs créanciers extérieurs – soit le double du montant qu’ils versaient il y a à peine dix ans, selon les projections de la Banque mondiale. Un tiers de cette somme est consacré au paiement des intérêts plutôt qu’au remboursement des prêts initiaux, ce qui détourne encore davantage les fonds publics vers les poches des créanciers étrangers... »

« Derrière ces chiffres se cache une autre réalité : l’impact sur la vie quotidienne des citoyens des pays emprunteurs de l’alourdissement des remboursements de la dette et des conditions de prêt imposées par des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI). »

« ... Dans cette note d'information, nous montrons comment la part des recettes publiques consacrée au service de la dette extérieure dans les pays du Sud est passée de 11 à 16 %. Dans les pays les plus pauvres, ce fardeau a plus que doublé, passant de 8 % en 2015 à un niveau record de 19 % en 2025. En conséquence, **le nombre de pays consacrant davantage de dépenses au remboursement de la dette extérieure qu'à l'éducation ou à la santé publique est passé de 48 en 2015 à 65 en 2023...** »

CESR – La démocratie mise à contribution : comment les cotisations au FMI aggravent l'endettement et alimentent l'autoritarisme

https://www.cesr.org/surcharging_democracy_IMF/

« **S'appuyant sur des données provenant d'Argentine, d'Équateur, d'Égypte, de Jordanie et du Pakistan, cette note d'information révèle une dynamique profondément régressive** : les mesures d'austérité soutenues par le FMI restreignent les services publics essentiels, alimentent les troubles sociaux et créent les conditions dans lesquelles les gouvernements recourent de plus en plus à la répression, aux restrictions des manifestations et à d'autres mesures autoritaires... »

« **Les citoyens sont contraints de payer deux fois** : d'abord par le biais des coupes dans les services dont ils dépendent, puis par la restriction de leurs libertés démocratiques lorsqu'ils résistent. Et tandis que les communautés en subissent les conséquences, les décisions qui façonnent leur avenir sont trop souvent prises à huis clos, sans véritable contrôle démocratique. »

« **Rien qu'en 2026, 12 pays verseront environ 1,7 milliard de dollars américains au titre des surtaxes**, une somme qui pourrait, par exemple, permettre de vacciner intégralement 23 millions d'enfants... »

« **Le CESR réclame la suppression des surtaxes du FMI, la mise en place d'évaluations obligatoires de l'impact sur les droits de l'homme et une véritable responsabilité démocratique dans le processus décisionnel du FMI.** »

Plus d'informations sur la course à la direction générale de l'OMS

Habib Benzian – Qui souhaite une OMS indépendante ?

[Sur Substack](#) ;

Excellent article, comme d'habitude. « La course à la direction de l'OMS, 194 États membres et **l'interview ratée.** »

Benzian conclut : « D'ici mai 2027, les gouvernements choisiront une personne pour diriger l'Organisation mondiale de la Santé. **Avant de décider quel candidat est le plus à même de mettre en place l'OMS qu'ils souhaitent, une question plus révélatrice se pose : Quelle OMS sont-ils réellement prêts à accepter ?** »

HPW - La sélection du prochain directeur général de l'OMS : les leçons à tirer de ses prédécesseurs (1re partie)

Mukesh Kapila ; <https://healthpolicy-watch.news/selecting-the-next-who-director-general-learning-from-predecessors-part-i/>

Une lecture passionnante. « L'Assemblée mondiale de la Santé choisira un nouveau directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé en mai 2027. Avant de juger les candidats, **il convient d'évaluer leurs prédécesseurs. Huit personnes se sont succédé à ce poste au cours des 78 dernières années. Leurs parcours variés offrent des pistes pour la sélection du futur titulaire.** »

Après ce tour d'horizon historique, voici le classement **établi par Kapila** :

« 1. **Mahler** a apporté l'autorité morale nécessaire pour changer la perception que le monde a de la santé.

2. **Brundtland** a prouvé que cette fonction pouvait diriger tout en survivant et en prospérant.

3. **Candau** a posé les fondations durables de l'Organisation.

4. **Tedros** a fait preuve d'un leadership résilient pour relever nos défis les plus épineux.

5. **Lee** a courageusement été le premier à attirer l'attention sur les causes les plus délaissées de son époque.

6. **Chisholm** a maintenu le navire à flot, sans être reconnu par sa propre création qui l'a dépassé.

7. **Chan** a joué la carte de la prudence, s'est tout de même retrouvé pris au dépourvu et a finalement déçu.

8. **Nakajima** a conduit l'OMS à son niveau le plus bas et constitue un avertissement pour tout aspirant au poste de directeur général. »

En savoir plus sur la réforme de la santé mondiale

N. Schwalbe – La réforme de l'architecture de la santé mondiale progresse-t-elle ?

<https://ninaschwalbe.substack.com/p/is-the-global-health-architecture>

« Mes **collègues de Spark Street** font le point sur la situation. »

« Ce dimanche, les dirigeants du secteur de la santé mondiale se réunissent une nouvelle fois à Berlin pour le **Sommet mondial de la santé, un événement annuel de trois jours. La réforme de l'architecture de la santé mondiale reste un thème omniprésent.** Mes collègues de **Spark Street** ont donc **posé la question suivante : qu'est-ce qui a changé depuis leur dernière réunion sur ce même**

sujet l'année dernière ? Qu'ont-ils découvert ? De nombreuses consultations et réunions, mais aucune mesure concrète quant à savoir qui dirigera la réforme de l'architecture de la santé mondiale ou qui la financera...

- Voir [« State of Play »](#) : avec un résumé assez clair des différents processus et mécanismes.

Plus d'informations sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

HPW – « Tolérance zéro », 361 dossiers en cours : le dossier de l'OMS sur les abus et le harcèlement n'a été ouvert que par un seul candidat

<https://healthpolicy-watch.news/zero-tolerance-361-open-cases-the-who-abuse-and-harassment-file-only-one-candidate-has-opened/>

« Au cours du mois dernier, le nombre de plaintes pour inconduite sexuelle et abus déposées contre des membres du personnel de l'OMS a dépassé celui des dossiers classés – avec 361 dossiers en cours en 2026, début septembre, selon le [tableau de bord des enquêtes](#) de l'agence. En août, dernier mois pour lequel des chiffres sont disponibles, les enquêteurs ont ouvert 37 nouveaux dossiers pour inconduite sexuelle et abus et en ont classé 25 – ce qui représente une augmentation de 25 % du nombre de dossiers en attente au cours du seul mois dernier. Le rythme global d'ouverture des dossiers s'établit en moyenne à 28 par mois, selon le [tableau de bord de l'OMS sur les fautes professionnelles](#), géré par le Bureau des services de contrôle interne (IOS)... »

« Ces données concordent avec des témoignages anecdotiques du personnel faisant état de retards dans les enquêtes, ainsi qu'avec [un rapport d'un auditeur interne de l'OMS](#) signalant des retards de plusieurs mois dans le règlement et la clôture des dossiers en 2025 – bien au-delà de l'objectif de trois mois (120 jours) fixé par l'OMS pour les enquêtes à la suite des réformes mises en place après le scandale de harcèlement sexuel et d'abus survenu en 2020, impliquant du personnel et des sous-traitants de l'OMS et de l'ONU, qui avait éclaté en République démocratique du Congo. Cette affaire coïncide avec le [recrutement par l'OMS d'un nouveau directeur de l'IOS](#), suite au départ récent à la retraite de [Lisa McClennon](#), qui occupait ce poste depuis 2023. Actuellement, Malika Parent-AiT-Mohamed assure l'intérim à la direction – et pourrait être candidate à ce poste à durée déterminée.

« Toutefois, compte tenu du taux de plaintes apparemment élevé, de l'arriéré de dossiers et du caractère sensible du poste, des détracteurs tels que Kieron Bligh ont appelé à [une supervision plus active du processus de sélection des candidats](#) par le Conseil exécutif. ... [Parmi les sept candidats \(au poste de directeur général de l'OMS\) qui se sont manifestés à ce jour](#) depuis la clôture des candidatures le 24 septembre, un seul a abordé publiquement la question. ... George Tamamyan, un oncologue arménien désigné par le Botswana, a demandé à son équipe de campagne d'analyser les données accessibles au public contenues dans le [rapport de l'auditeur interne de mai 2026](#). Dans un long [message publié sur LinkedIn](#), il a invité les victimes et les détracteurs à le contacter personnellement à ce sujet...

Devex - Exclusif : le Fonds mondial envisage un nouveau mécanisme de financement pour le paludisme

<https://www.devex.com/news/exclusive-global-fund-eyes-new-funding-mechanism-for-malaria-113558>

« Le mécanisme proposé, baptisé **Malaria Impact Accelerator (MIA)**, pourrait générer entre 2 et 3 milliards de dollars de financement supplémentaire pour les programmes de lutte contre le paludisme. Et selon certaines sources, il serait lié à un partenariat potentiel avec GiveWell. »

« Le [Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#) envisage un nouveau mécanisme de financement dédié à la lutte contre le paludisme. Le mécanisme proposé, baptisé Malaria Impact Accelerator (MIA), **pourrait apporter entre 2 et 3 milliards de dollars de financement supplémentaire aux programmes de lutte contre le paludisme, en plus des fonds que le Fonds mondial alloue déjà aux pays**. Il pourrait permettre d'étendre la couverture et d'accélérer le déploiement des interventions existantes ainsi que des nouvelles innovations en matière de lutte contre le paludisme... »

PS : « **Certains membres du conseil d'administration se félicitent de la perspective d'un investissement supplémentaire, qui pourrait stimuler les efforts en faveur de la lutte contre le paludisme et de son élimination. Mais ils ont également soulevé plusieurs questions et préoccupations**, notamment les risques liés à la création d'un nouveau programme spécifique à une maladie pour les pays, le fait que cela pourrait dissuader les pays d'augmenter leurs ressources nationales consacrées à la lutte contre le paludisme, et le risque de créer un précédent incitant d'autres bailleurs de fonds à commencer à affecter leurs financements à des fins spécifiques... »

«... La MIA devrait être examinée lors de la réunion du conseil d'administration du Fonds mondial en octobre prochain, même si certaines sources indiquent ne pas s'attendre à une opposition significative à cette proposition. »

Devex – L'ONUSIDA confronté à une incertitude quant à sa direction alors que Byanyima s'apprête à quitter ses fonctions

<https://www.devex.com/news/scoop-unaid-faces-leadership-uncertainty-as-byanyima-prepares-to-exit-113579>

« Un porte-parole de l'ONUSIDA indique que la recherche du prochain directeur exécutif sera abordée par le conseil d'administration lors de sa réunion prévue plus tard ce mois-ci. »

« ... en l'absence d'un successeur clairement désigné (pour Winnie Byanyima), son départ pourrait créer un vide à la tête de l'ONUSIDA à un moment où l'organisation est confrontée non seulement à de profondes coupes budgétaires, mais aussi à des interrogations quant à son avenir... »

« ... le conseil d'administration a autorisé la création d'un [groupe de travail](#) chargé d'élaborer un processus de transition et un calendrier « responsables et réalistes » pour l'ONUSIDA. Un [rapport intermédiaire](#) publié par ce groupe en juillet présente plusieurs options, dont une éventuelle fusion avec une autre entité. Cette option semble toutefois avoir été écartée dans le [dernier document](#) du groupe... » « **Un rapport final contenant les recommandations du groupe sera examiné par le conseil d'administration lors d'une session extraordinaire ce mois-ci. Mais dans son dernier**

document, le groupe a souligné l'urgence de trouver un nouveau dirigeant. Il a envisagé de recommander la nomination d'un directeur par intérim chargé de superviser la transition de l'ONUSIDA, ou d'un nouveau directeur exécutif chargé de mettre en œuvre la transition et de diriger ensuite l'organisation nouvellement transformée. »

PS : « Le porte-parole de l'ONUSIDA a déclaré que « le processus de recherche et le calendrier pour le nouveau directeur exécutif seront discutés par le Conseil de coordination des programmes de l'ONUSIDA lors de sa prochaine réunion, le 26 octobre 2026 ». La nomination elle-même relève du secrétaire général des Nations unies. »

P4H – Des milliards aux bilans : d'où viendra réellement l'argent destiné à la santé ? Mobiliser davantage de capitaux pour les banques multilatérales de développement – Partie 2C

Kalypso Chalkidou & Rahul Singhal ; <https://p4h.world/en/from-billions-to-balance-sheets-where-will-the-money-for-health-actually-come-from-raising-more-capital-for-the-mdbs-part-2c/>

À lire absolument. « **Pour renforcer la capacité de prêt des banques multilatérales de développement (BMD), il faut recourir à de nouvelles formes de capitaux et mieux exploiter les ressources existantes. Les capitaux hybrides, les droits de tirage spéciaux (DTS), les capitaux appelables et le partage des bonnes pratiques** pourraient contribuer à mobiliser davantage de financements en faveur de la santé. »

« Cet article de blog conclut la deuxième partie de la série P4H consacrée au financement des systèmes de santé à l'ère du recul de l'aide... »

- Via LinkedIn : « Dans cet article, Kalypso Chalkidou et Rahul Singhal expliquent comment les banques multilatérales de développement peuvent accroître leurs prêts en utilisant les capitaux dont elles disposent déjà.

Plusieurs voies sont déjà ouvertes. La première émission publique d'obligations hybrides du Groupe de la Banque africaine de développement a suscité une demande huit fois supérieure à l'offre. Le Fonds monétaire international a approuvé l'affectation de droits de tirage spéciaux inutilisés au capital des banques. NZ La Nouvelle-Zélande est devenue le premier pays à convertir une partie de son engagement existant en capital pris en compte par les agences de notation.

L'analyse réalisée par Risk Control pour la Fondation Rockefeller estime à \$162 billion la marge de manœuvre permettant au Groupe de la Banque mondiale d'accorder des prêts supplémentaires sur une décennie, à partir des fonds déjà disponibles.

Ces instruments ont fait leurs preuves dans le domaine du financement climatique. L'opportunité qui se présente aujourd'hui est de les mettre au service de la santé. »

- Kalypso Chalkidou sur LinkedIn : « Dans notre dernier article de blog <https://lnkd.in/enCd5qFM>, Rahul Singhal et moi-même examinons comment mobiliser davantage de capitaux auprès des banques multilatérales de développement et (idéalement) les orienter vers la santé et la couverture sanitaire universelle. On parle beaucoup d'effet de levier, notamment récemment par le ministre britannique des Affaires étrangères https://lnkd.in/e5H_Q3d9. C'est une bonne nouvelle compte tenu des pressions

qui pèsent sur les budgets nationaux. Ce que nous souhaitons voir davantage, c'est plus d'argent (et de l'argent mieux utilisé) pour la santé.

C'est un débat qui doit être mené parallèlement aux discussions sur l'architecture mondiale de la santé, à la fois parce que cette architecture doit contribuer à lever et à orienter les fonds vers la couverture sanitaire universelle, et parce que les flux financiers façonnent les structures qui, à leur tour, déterminent ce qui est (dé)priorisé dans les budgets publics (et au sein du secteur de la santé). Le financement de la santé par les banques multilatérales de développement (BMD) et les banques de développement (BD) est important, car il permet de mobiliser des fonds publics nationaux, des fonds externes (subventions) ainsi que des fonds privés. **Alors que nous débattons de l'architecture, la question de savoir d'où viendra l'argent, par quels canaux et vers quelles priorités devrait occuper une place (bien plus) centrale. »**

- Et voici une citation tirée du blog pour vous donner un aperçu :

« ... Le **Pôle de connaissances sur la couverture sanitaire universelle (CSU)**, créé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Groupe de la Banque mondiale avec le soutien du gouvernement japonais et **lancé à Tokyo en décembre 2025**, a pour vocation de réunir des hauts responsables des finances et de la santé autour de la réforme du financement de la santé. **Avec la participation des ministères de la Santé et des Finances de plusieurs pays, le Pôle de connaissances sur la CSU offre une plateforme idéale pour explorer les innovations en matière de financement**, notamment en s'inspirant de l'Initiative japonaise d'investissement à impact pour la santé mondiale (**Triple I**)... »

Plos GPH – Au-delà des aspirations : une évaluation, fondée sur les dépenses, des progrès accomplis vers l'objectif de la Déclaration d'Abuja et ses implications pour le financement national de la santé en Afrique

Alex Olateju Adjagba, Justice Nonvignon, Jean Kaseya et al. ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0007423>

« **En 2001, les États membres de l'Union africaine (UA) se sont engagés à allouer 15 % de leur budget annuel à la santé dans le cadre de la Déclaration d'Abuja (DA)**. Cependant, après plus de deux décennies, les allocations budgétaires consacrées à la santé dans de nombreux pays restent en deçà de cet objectif. **Cette étude utilise un indicateur de substitution basé sur les dépenses pour la DA afin d'examiner la probabilité et le calendrier de réalisation de cet objectif de référence à la lumière des trajectoires budgétaires historiques.** Nous avons constitué un panel couvrant la période 2002-2023 pour 54 pays africains à partir des données de l'OMS et de la Banque mondiale... »

« ...**En 2023, l'Afrique du Sud était le seul des 54 pays à atteindre ou dépasser le seuil de référence de 15 % basé sur les dépenses. Cinq pays l'avaient atteint au moins une fois entre 2002 et 2023, et trois l'avaient maintenu pendant au moins trois années consécutives.** Selon la spécification de la **tendance primaire**, qui incluait les 51 pays disposant de séries complètes, **42 (82,4 %) n'étaient pas en voie d'atteindre le seuil d'ici 2063**. Parmi les 48 pays n'ayant jamais atteint ce seuil auparavant, la probabilité conditionnelle ajustée médiane d'une première atteinte entre 2023 et 2063 était de 7,9 % (IQR 4,6 %–13,3 %). Le coefficient de décalage du modèle GMM primaire était de 0,821 (IC à 95 % : 0,635 à 1,006), ce qui indique une forte persistance de la part des dépenses. Une plus grande priorité accordée à la santé par les pouvoirs publics était associée à une plus grande « » des dépenses publiques nationales de soins de santé primaires par habitant, tandis que l'association avec les dépenses totales de vaccination par habitant n'était pas statistiquement significative.

L'atteinte du seuil d'Abuja basé sur les dépenses reste rare et a peu de chances de se généraliser d'ici 2063 si les tendances historiques se poursuivent. Si l'objectif de 15 % reste politiquement utile en tant que signal de responsabilité, les efforts devraient viser à améliorer les dépenses publiques de santé par habitant, la capacité budgétaire, l'exécution budgétaire, la protection financière et la couverture des services. »

Banque mondiale – 1,5 milliard de personnes bénéficiant de soins de santé de qualité et abordables

<https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/dae9f500-0dae-4c2c-96df-df150a0547e4>

Au cas où vous l'auriez manqué – depuis le mois d'août.

« Ce rapport présente le Plan de mise en œuvre des objectifs de santé 2026 du Groupe de la Banque mondiale (GBM), qui définit une feuille de route visant à fournir à 1,5 milliard de personnes des services de santé de qualité et abordables d'ici 2030 grâce à une plateforme de soins de santé primaires (SSP) numérisée. Ce plan vise à transformer les systèmes de santé en intégrant les prestataires publics et privés, en élargissant l'accès aux services essentiels, en renforçant la protection financière et en améliorant la qualité des soins grâce aux technologies numériques, à l'intelligence artificielle et à la prise de décision fondée sur les données. **Il s'articule autour de six solutions évolutives** : investir dans des établissements de santé prêts à fournir des services, diversifier les modèles de prestation de services, repenser les offres de services de santé, développer et renforcer les compétences du personnel de santé, étendre la couverture sanitaire abordable et améliorer l'accès aux médicaments et aux produits de santé grâce à des chaînes d'approvisionnement résilientes et à une production locale... »

Devex sur le financement de l'UNFPA

<https://www.devex.com/news/devex-checkup-global-health-has-a-war-problem-113551>

« Quand un bailleur se retire... : Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) est une autre organisation qui s'y connaît en matière d'intervention dans certaines des régions les plus difficiles au monde. **Et ces derniers temps, l'agence mène son propre combat : maintenir ses programmes de santé reproductive en activité malgré une crise de financement.** »

« Ces dix-huit derniers mois ont été particulièrement difficiles, en grande partie à cause des coupes budgétaires américaines motivées par des considérations politiques. L'administration Trump et le Congrès sont en désaccord sur la question de savoir si l'agence doit recevoir un financement américain. **Depuis le retour au pouvoir du président Donald Trump, l'UNFPA n'a reçu aucun nouveau financement ni accord de la part des États-Unis, et des dizaines d'accords existants ont été résiliés prématurément. Le Congrès a certes alloué des fonds à l'agence pour l'exercice 2026, mais ces fonds sont détournés de l'UNFPA au profit de programmes bilatéraux de santé mondiale soutenant des activités similaires.** Parallèlement, son financement pour l'exercice 2025 a été annulé. « Cela a été difficile — très, très difficile — et très pénible de perdre 330 millions de dollars d'un seul coup », me confie le Dr Diene Keita, directrice exécutive de l'UNFPA... »

«... s'il y a bien une chose que le monde de l'aide humanitaire a apprise, c'est que les donateurs changent parfois d'avis. Prenons l'exemple du Royaume-Uni. Après des années de coupes

drastiques dans le financement de la santé reproductive, il est revenu cette année avec ce que l'UNFPA décrit comme le plus important investissement gouvernemental ponctuel au monde en matière de fournitures de santé reproductive. «Ils sont revenus plus forts, plus importants», déclare Mme Keita.»

« Bien sûr, cela ne signifie pas que les difficultés financières de l'UNFPA sont terminées. Loin de là. **Keita explique que le travail de l'agence reste sous-financé dans tous les domaines**, ce qui l'oblige à tirer le maximum de chaque dollar et à trouver de nouveaux moyens de mobiliser des ressources... »

Devex Pro – L'éradication de la poliomyélite est à portée de main. Le financement pourra-t-il suivre ?

<https://www.devex.com/news/polio-eradication-is-within-reach-can-the-funding-keep-up-113600>

(accès payant) « Une réduction de 30 % du budget mondial consacré à l'éradication de la poliomyélite impose des choix difficiles quant aux enfants à vacciner, alors même que le Pakistan fait état de progrès historiques dans la lutte contre la maladie. »

«... **L'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (GPEI) fonctionne avec un budget réduit d'environ 30 % par rapport à ce qui était initialement prévu pour 2026, ce qui oblige à prendre des décisions difficiles quant à la manière de concentrer les ressources et aux enfants à privilégier.** «Nous avons dû faire des compromis difficiles», a déclaré le Dr Kathleen Neuzil, responsable de l'éradication de la poliomyélite à la **Fondation Gates** — l'un des principaux partenaires et bailleurs de fonds de la GPEI — à Devex en marge du Sommet mondial de la santé à Berlin. « **Nous aimerions mener des campagnes dans bon nombre de ces régions auprès des enfants jusqu'à 10 ans ou organiser d'autres activités complémentaires, mais nous devons peut-être abaisser la limite d'âge à 5 ans.** »...

CEPS – Les dirigeants européens lancent une table ronde de haut niveau pour faire de la santé mondiale un enjeu stratégique européen

<https://www.ceps.eu/ceps-news/european-leaders-launch-high-level-roundtable-to-position-global-health-as-a-european-strategic-interest/>

« **La Table ronde européenne sur la santé mondiale** rassemble des dirigeants de haut niveau issus du monde politique, des affaires et de la santé mondiale afin de garantir que la santé mondiale et le développement fassent partie intégrante des décisions qui façonnent l'avenir de l'Europe. »

« ... **Coprésidée par Marisol Touraine et Lars Fruergaard Jørgensen, cette table ronde offre une nouvelle plateforme aux hauts responsables afin de mobiliser un soutien plus large en faveur d'un engagement européen durable en matière de santé mondiale et de développement.** D'autres membres seront annoncés prochainement ; il s'agira d'un groupe diversifié de hauts responsables issus du monde politique, des affaires, de la santé mondiale, de la finance et des organisations internationales... »

CGD – Les transferts de fonds éclipsent l'aide et les investissements étrangers. D'où vient cet argent et où va-t-il ?

S. Huckstep et al. ; <https://www.cgdev.org/blog/remittances-dwarf-aid-and-foreign-investment-where-does-money-come-and-where-does-it-go>

« En 2024, les pays à faibles et moyens revenus ont reçu environ 695 milliards de dollars américains de transferts de fonds. Ce montant est supérieur à la somme de l'aide publique au développement (APD, [environ 96 milliards de dollars américains](#)) et des investissements directs étrangers (IDE, [environ 420 milliards de dollars américains](#)). ... Pour 59 pays, les transferts de fonds représentaient plus de 5 % du revenu national brut (RNB). Alors que [les budgets d'aide diminuent](#) et que les flux d'investissement [restent volatils](#), les transferts de fonds occupent [une part de plus en plus importante](#) du financement extérieur dont bénéficient les pays les plus pauvres... »

« ... Dans une [nouvelle note du CGD](#), nous reprenons cette méthodologie pour établir une matrice actualisée des transferts de fonds bilatéraux pour 2024, et nous examinons ce qui a changé... »

« ... Les pays à faible revenu sont largement exclus des réseaux de transferts de fonds : ils en reçoivent relativement moins. Pour ces pays, les transferts de fonds ne dépassent que modestement l'APD, s'élevant respectivement à 24,5 milliards de dollars américains et 19,7 milliards de dollars américains. En revanche, parmi les 70 pays à faibles revenus et à revenus intermédiaires inférieurs bénéficiant à la fois de transferts de fonds et de l'APD, les transferts de fonds ont dépassé l'aide dans 48 d'entre eux en 2024 : à mesure que les niveaux de revenus augmentent, les pays reçoivent proportionnellement moins d'APD et peuvent envoyer davantage de migrants. Avec la baisse actuelle de l'aide, ce nombre a probablement augmenté... » « Les citoyens des pays à faibles revenus [se heurtent à des obstacles lorsqu'ils souhaitent émigrer vers des pays à revenus élevés](#), et ont donc moins de possibilités d'envoyer des transferts de fonds importants... »

Ce qui soulève trois implications politiques.

L'avenir de la coopération au développement

Les 70 ans du Comité d'aide au développement de l'OCDE : qui définit l'« intérêt mutuel » ?

A. Sumner et S. Klingebiel ; <https://policybrief.org/briefs/the-oecd-development-assistance-committee-at-70-who-defines-mutual-interest/>

« Le Comité d'aide au développement de l'OCDE fêtera ses 70 ans en 2031, alors que des coupes record dans l'aide et un glissement de la solidarité vers l'intérêt personnel redéfinissent les motivations des pays donateurs. L'issue de cette évolution reste incertaine. L'aide pourrait devenir un véritable partenariat, un accord entre élites, un outil de négociation géopolitique ou une transaction purement commerciale. Chacune de ces voies modifierait le rôle du Comité, et avec lui l'avenir de l'objectif de 0,7 % d'aide... » « *Le CAD reste un symbole des inégalités entre les pays : les donateurs du Nord fournissent des ressources et les bénéficiaires du Sud les reçoivent. Aujourd'hui, le CAD fait l'objet d'une révision en profondeur. L'aide publique au développement (APD) a subi sa plus forte baisse jamais enregistrée, tous les principaux donateurs ayant réduit leur APD en 2024 et*

2025, tandis que le plus grand contributeur de l'OCDE elle-même, les États-Unis, a menacé de retirer son financement à l'organisation. **Dans ce contexte, l'ancienne conception de la coopération au développement comme une forme de solidarité cède la place à une nouvelle : celle de l'« intérêt mutuel ».** Notre article s'appuie sur cette idée et pose une question : **si le CAD survit jusqu'en 2031, quelle facette de l'intérêt mutuel représentera-t-il ?** Nous soutenons que **quatre facettes sont possibles et que chacune donne naissance à un CAD différent et implique un destin différent pour l'objectif de 0,7 % consacré à la coopération au développement.** Notre argumentation porte également sur l'avenir de la coopération au développement dans son ensemble, et pas seulement sur le CAD. »

« ... Le problème est que l'« intérêt mutuel » soulève deux questions. La première concerne la **répartition des avantages entre les parties.** Les gains sont-ils symétriques, ou une partie s'accapare-t-elle la majeure partie des avantages matériels — disons 66 % ou plus —, de sorte que la relation devient hiérarchique plutôt que véritablement mutuelle ? La deuxième question concerne la **répartition des avantages au sein des parties.** Quelles sont les préférences qui priment lorsqu'un bailleur de fonds ou un gouvernement bénéficiaire déclare qu'une chose relève de son « intérêt national » ? S'agit-il principalement des intérêts de l'élite ou d'un ensemble plus large d'intérêts de la population ? »

« Si l'on croise ces deux dimensions, on obtient quatre facettes potentielles d'intérêt mutuel (voir figure 1). Nous attribuons un nom à chacune d'entre elles. Ainsi, le type 1 correspond à des gains symétriques, largement partagés, ou ce que nous appelons un « **partenariat de développement** » . Le type 2 correspond à des gains symétriques, capturés de manière restreinte, ou un « **pacte d'élite** ». Le type 3 correspond à des gains asymétriques, largement partagés ; nous l'appelons « **concession stratégique** ». Enfin, le type 4 correspond à des gains asymétriques, captés de manière restreinte, ou à ce que l'on peut appeler une « **coopération extractive** »...

Les auteurs esquissent ensuite des scénarios d'avenir possibles : **Scénario 1 : le CAD de l'OCDE en tant que partenariat de développement... Scénario 2 : le CAD de l'OCDE et le « dé-développement » de la coopération au développement... Scénario 3 : le CAD de l'OCDE et les intérêts stratégiques... Scénario 4 : le CAD de l'OCDE et la coopération extractive... »**

ODI – La position des donateurs : plaider en faveur de la solidarité en tant qu'intérêt stratégique mondial

J. Pudussey et al. ; <https://odi.org/en/insights/why-solidarity-as-a-strategic-global-interest-is-the-right-development-narrative-for-today/>

« ... nous avons créé un cadre permettant de cerner les points de départ des discours des bailleurs de fonds à l'aide des dernières données disponibles. La compréhension de ces positions peut révéler quels objectifs de développement sont susceptibles d'attirer davantage de soutien, où le plaidoyer risque de se heurter à une résistance et quels bailleurs de fonds pourraient être disposés à agir de concert. Nos **conclusions** suggèrent qu'un cadre narratif crédible, aligné sur les positions de plus des deux tiers des bailleurs de fonds officiels du CAD, ferait de la solidarité un intérêt stratégique et partagé... »

« ... Aucun donateur ne s'appuie exclusivement sur un seul récit de référence (voir le diagramme ternaire dans Flourish ci-dessous). Néanmoins, **la plupart des donateurs sont unis par une préférence narrative qui se situe entre le supranationalisme et la solidarité... »**

« ... Un groupe relativement cohésif de 21 donateurs démontre déjà que **la solidarité, en tant qu'intérêt mondial partagé, peut servir de fil conducteur** pour guider les négociations difficiles et les décisions de financement qui nous attendent. ... »

Avec également **des graphiques pour chaque pays donateur** (sur les trois axes narratifs).

The Insider & David McNair – Est-il [désormais] possible de repenser le système de financement du développement ?

[The Insider](#) ;

Présentation de **l'Observatoire du financement du développement**. Une nouvelle ressource.

*« Il s'agit d'un article conjoint publié par The Insider de ONE Data et Sense of Things de David McNair pour marquer le lancement d'une nouvelle plateforme — l'Observatoire du financement du développement — qui, selon nous, rendra le secteur du développement plus rapide et plus performant. Plus important encore, **elle contribuera à garantir que chaque dollar consacré au développement soit dépensé de manière plus efficace et efficiente**. Ci-dessous, nous expliquons pourquoi nous l'avons créée, l'impact que nous espérons qu'elle aura, et comment vous pouvez l'utiliser dans votre travail. »*

« Il y a certes un manque d'argent. Mais... **L'argent afflue (également) vers un système qui pourrait être considérablement plus efficace et avoir un impact bien plus important...** »

« ... Un rapide tour d'horizon de la littérature propose toute une série d'estimations permettant d'évaluer les sommes perdues en raison de dépenses inefficaces ou inutiles, sur la base de deux indicateurs :

- **Écarts d'efficacité** : résultats inférieurs à ceux obtenus par les acteurs les plus performants avec le même budget. Les principales estimations proviennent du Fonds monétaire international (FMI) (2025).
- **Gaspillage mesuré** : argent perdu en raison de surcoûts, de dépenses salariales excessives et de fuites. La meilleure estimation provient de la Banque interaméricaine de développement (BID) (2018, estimation spécifique à l'Amérique latine). Il s'agit d'argent lié aux marchés publics, aux salaires et aux transferts qui n'atteignent pas leurs objectifs.

Si l'on applique les estimations de ces deux institutions à l'ensemble des dépenses des pays à revenu faible et intermédiaire, on obtient la fourchette suivante :

- Les déficits d'efficacité dans les domaines de l'investissement, de la santé et de l'éducation s'élèvent à environ 0,9 000 milliards de dollars américains. Si ces mêmes déficits s'appliquaient à l'ensemble des dépenses hors intérêts (c'est-à-dire les sommes que le gouvernement consacre à des programmes par opposition au service de la dette), ce chiffre s'élèverait à **1 800 milliards de dollars américains**.
- **Le gaspillage mesuré s'élève à environ 1 000 milliards de dollars US par an, soit 16 % des dépenses.** «

Et puis il y a cette **nouvelle (et attendue) troisième vague de philanthropie. ...**

« Et si, plutôt que d'injecter 50 milliards de dollars dans le système existant, nous utilisons une partie de cet argent — ainsi que la technologie qui l'a généré — pour libérer les 1 000 à 2 000 milliards de dollars dépensés de manière sous-optimale chaque année ?... »

« Découvrez l'**Observatoire du financement du développement** : « ... L'Observatoire du financement du développement est la modeste contribution de ONE Data pour repenser le système, refaire les canalisations et **réimaginer les 6 000 milliards de dollars déjà dépensés par les pays à faibles et moyens revenus**. Nous nous sommes donc associés à Google et à la Fondation Rockefeller — ainsi qu'à de nombreux autres acteurs, tels que la Fondation Gates, SEEK Development et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide — afin de remédier à cette situation. Nous avons entrepris un travail colossal d'ingénierie des données pour **relier des ensembles de données fragmentés concernant la dette, les dépenses intérieures, l'aide et d'autres flux financiers**, et avons demandé à des experts de premier plan en matière de finance du développement de **former un outil d'intelligence artificielle qui vous permette d'interroger ces données...** »

Justice fiscale mondiale

TWN – Quels sont les enjeux des négociations fiscales à l'ONU

<https://www.twn.my/title2/finance/2026/fi261002.htm>

« Des négociations intergouvernementales visant à élaborer une Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale se déroulent actuellement à l'ONU. **Selon un nouveau document d'information de TWN rédigé par Manuel F. Montes, conseiller principal auprès de la Society for International Development, le système fiscal international actuel permet aux entreprises multinationales et aux particuliers fortunés de transférer leurs bénéfices vers des juridictions à faible imposition ou sans imposition, privant ainsi les pays de recettes fiscales substantielles. L'enjeu des négociations à l'ONU est une proposition de modification des règles visant à donner à tous les gouvernements les moyens d'imposer les bénéfices et les revenus générés sur leur propre territoire.** »

« La note d'information est disponible ici... »

Trump 2.0, stratégie sanitaire mondiale des États-Unis et accords bilatéraux en matière de santé

Devex - Un organisme de surveillance met en évidence des lacunes dans les projets du Département d'État visant à jouer un rôle de premier plan dans l'aide régionale

<https://www.devex.com/news/watchdog-finds-holes-in-state-dept-plans-for-regional-aid-leadership-113574>

« Les responsables du Département d'État ont affirmé que les bureaux régionaux prendraient de meilleures décisions en matière d'aide étrangère. Or, selon l'inspecteur général, ils n'ont pas reçu les orientations nécessaires pour y parvenir. »

« L'organisme de contrôle indépendant du Département d'État américain a constaté des lacunes majeures dans le projet de l'administration Trump visant à confier aux bureaux régionaux et aux « pôles d'aide régionaux » la responsabilité des programmes d'aide étrangère hérités de l'USAID. Ce processus a été entravé par un partage des responsabilités flou, une communication défailante et des lacunes dans la planification qui ont compromis la capacité du département à assurer le suivi de ses programmes, selon une évaluation publiée cette semaine par le Bureau de l'inspecteur général... »

Daily Trust - L'accord sanitaire entre le Nigeria et les États-Unis sous la loupe

<https://dailytrust.com/nigeria-us-health-deal-under-scrutiny/>

« Un accord sanitaire d'une valeur de 5 milliards de dollars entre le Nigeria et les États-Unis a fait des vagues après que le président ghanéen, John Dramani Mahama, a révélé que son pays avait rejeté un accord similaire en raison de craintes liées à la violation des données. »

Devex Pro – « Les valeurs ne sont pas à vendre » : les ONG européennes qui refusent les fonds d'aide américains

<https://www.devex.com/news/values-are-not-for-sale-the-european-ngos-turning-down-us-aid-funds-113491>

(accès payant) « Norwegian People's Aid et DanChurchAid préfèrent refuser les fonds du Département d'État plutôt que de se plier à une politique anti-avortement restrictive, ce qui entraîne des suppressions d'emplois et l'arrêt de programmes de déminage à travers le monde. »

Transitions sanitaires, soins intégrés...

Devex - La tuberculose, un sujet tabou

[Devex](#) ;

« L'Afrique a passé des décennies à mettre en place des systèmes de dépistage et de traitement de la tuberculose. Mais ces mêmes systèmes peuvent faire passer inaperçus des patients atteints d'autres maladies pulmonaires graves, même lorsqu'ils présentent des symptômes similaires. Aujourd'hui, l'Organisation mondiale de la Santé souhaite que les pays s'appuient sur cette infrastructure de lutte contre la tuberculose pour s'attaquer à un éventail beaucoup plus large de maladies pulmonaires, dans le cadre d'une résolution historique appelant à des soins respiratoires intégrés.

« ... Mais il y a un hic, écrit Rumbi Chakamba, rédactrice en chef chez Devex. Alors que les programmes de lutte contre la tuberculose ont bénéficié d'une attention politique, d'un

financement dédié et de systèmes de suivi sophistiqués, des maladies telles que l’asthme et la bronchopneumopathie chronique obstructive ont été largement laissées pour compte. De nombreux pays africains ne disposent même pas de données nationales fiables sur le nombre de personnes touchées. »

« **Certains pays, dont l’Éthiopie, l’Ouganda et le Nigeria, s’orientent déjà vers des soins plus intégrés.** Mais avec des budgets de santé mis à rude épreuve et un financement extérieur en baisse, la question est de savoir s’ils ont les moyens d’étendre leurs services... »

« Comme le souligne le professeur **Jeremiah Chakaya Muhwa**, membre du comité exécutif de la Société thoracique panafricaine, **les pays doivent d’abord prendre la mesure de l’ampleur du problème.** « Si nous voulons donner vie à cette résolution dans le contexte africain, **nous devons être en mesure de connaître la situation réelle des maladies respiratoires chroniques en Afrique.** »... »

- Pour en savoir plus, consultez [Devex](#) : **L’Afrique veut transformer les soins pulmonaires. La tuberculose peut-elle montrer la voie ?**

« **Une résolution historique de l’OMS appelle à l’intégration des soins respiratoires dans les systèmes de santé existants.** Selon les experts, la lutte menée depuis des décennies par l’Afrique contre la tuberculose offre à la fois **un modèle à suivre et une mise en garde.** »

Ressources humaines pour la santé

Lancet Regional Health Africa (Éditorial) – Harmoniser la formation des professions de santé à travers l’Afrique pour un personnel de santé résilient

[Harmoniser la formation des professions de santé à travers l’Afrique pour un personnel de santé résilient](#)

« **L’Afrique est confrontée à un profond déséquilibre au sein de son personnel de santé : une augmentation prévue de 40 % des effectifs, parallèlement à une pénurie, en fonction des besoins, de 6,1 millions de professionnels de santé d’ici 2030.** Bien qu’il soit nécessaire d’augmenter le nombre de professionnels formés, il est encore plus crucial de **veiller à ce que les compétences qu’ils acquièrent au sein des divers établissements d’enseignement africains soient alignées sur les besoins du système de santé et les environnements de pratique dans lesquels ils exerceront.** Par exemple, les diplômés devraient être préparés non seulement aux soins hospitaliers, mais aussi aux soins de santé primaires, à l’engagement communautaire, à la santé numérique, aux interventions d’urgence et à la prestation de services dans les zones rurales et mal desservies... »

« **Malgré des défis communs, la fragmentation des systèmes de formation aux professions de santé en Afrique produit des diplômés aux compétences variables.** Les différences en matière de programmes d’études, d’acquis d’apprentissage, de capacités du corps enseignant, de ressources pédagogiques, d’évaluation et d’accréditation, d’expérience clinique, de formation pratique et de transférabilité des qualifications continuent de limiter le développement d’un personnel de santé homogène et de haute qualité. Cette fragmentation rend difficile la garantie d’un niveau commun de compétence, le soutien à la mobilité ou la comparaison de la qualité de la formation entre les établissements.

Pour remédier à cette fragmentation, les **programmes d'études prototypiques africains axés sur les compétences**, élaborés par le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (programmes d'études de l'OMS/AFRO) en collaboration avec des experts régionaux et mondiaux, jettent les bases d'une harmonisation qui contribuera à une formation des professions de santé fiable et de haute qualité dans toute l'Afrique. Lors de la récente 9e édition du Forum africain pour la recherche et l'éducation en santé (**AFREhealth**), qui s'est tenue en Ouganda, la nécessité d'adopter et d'adapter ces programmes d'études pour la formation du personnel de santé a trouvé un écho dans un appel urgent à renforcer la formation fondée sur les compétences afin de combler le fossé entre les programmes éducatifs et les attentes du système de santé... »

Journée mondiale de la santé mentale (10 octobre) et autres actualités sur la santé mentale

Les nouvelles recommandations de l'OMS préconisent le passage d'une prise en charge de la santé mentale en milieu institutionnel à une prise en charge communautaire

<https://www.who.int/news/item/09-10-2026-who-urges-shift-from-institutional-to-community-based-mental-health-care>

« À l'approche de la Journée mondiale de la santé mentale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié un nouveau **guide** destiné à aider les pays à abandonner les modèles de soins de santé mentale institutionnalisés, axés sur des séjours de longue durée dans des hôpitaux psychiatriques, au profit de soins centrés sur la personne au sein de la communauté, qui respectent les droits et les choix des individus. »

« De nombreuses personnes atteintes de troubles mentaux vivent actuellement dans de grands hôpitaux psychiatriques et des établissements de protection sociale. Près de la moitié d'entre elles sont retenues dans ces établissements contre leur gré pendant des mois, des années, voire des décennies, ce qui les isole du monde extérieur. ... »

« ... Appelé « **désinstitutionnalisation** » (DI), ce processus consiste à aider les personnes ayant passé de longues périodes (six mois ou plus) dans des hôpitaux psychiatriques à réintégrer leur communauté et à y vivre, en bénéficiant des soins, du soutien et des opportunités dont elles ont besoin pour mener une vie épanouissante... »

En savoir plus sur les MNT

Lancet (Politique de santé) – Renforcer les systèmes de santé pour donner la priorité à l'arthrose, en assurer la prise en charge et la prévenir : une feuille de route pour la politique de santé mondiale

A. M. Briggs ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)01700-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)01700-9/fulltext)

P.S. : Le 12 octobre est la Journée mondiale de sensibilisation à l'arthrite.

« D'ici 2050, près d'un milliard de personnes devraient souffrir d'arthrose, une affection musculo-squelettique invalidante pour laquelle il n'existe actuellement aucun remède. Malgré son fardeau et ses coûts, l'arthrose reste largement invisible dans les programmes de santé nationaux et mondiaux, est mal intégrée dans les modèles de prise en charge d'autres maladies chroniques, et est souvent perçue comme inévitable avec le vieillissement de l , ainsi qu'associée à des options thérapeutiques limitées. Ce contexte engendre un problème d'identité de l'arthrose qui alimente la frustration chez les personnes atteintes et les professionnels de santé, perpétue la stigmatisation et les inégalités, entrave l'accès à des interventions efficaces et, surtout, relègue l'arthrose au second plan dans les politiques de santé. **Comment renforcer les systèmes de santé afin d'alléger le fardeau de la maladie et de donner la priorité à la prévention et à la prise en charge de l'arthrose ?** Nous présentons une feuille de route élaborée conjointement, pertinente à l'échelle mondiale, pour des réponses en matière de politique de santé visant la prévention et la prise en charge de l'arthrose, qui vont au-delà des objectifs de l'Agenda 2030 des Nations unies. ... Cette feuille de route s'articule autour de trois priorités stratégiques, étayées par des principes directeurs : une approche couvrant l'ensemble du cycle de vie, la priorité accordée à l'équité en matière de santé, et la garantie que les réponses soient abordables et durables dans toutes les économies. **Priorité n° 1** : reconnaître l'arthrose et y répondre en renforçant les capacités de surveillance nationale de son fardeau, de ses coûts et de ses facteurs de risque modifiables, et en intégrant explicitement la santé musculo-squelettique dans les politiques de santé nationales et infranationales. **Priorité n° 2** : développer des soins de grande valeur, centrés sur la personne et équitables pour environ 600 millions de personnes atteintes d'arthrose. Cette priorité nécessite de redéfinir les discours sociétaux autour de l'arthrose et de repenser les modèles de services afin d'intégrer l'arthrose dans les soins primaires et la prise en charge des maladies chroniques, tout en s'attaquant aux déterminants sociaux, environnementaux et commerciaux de la santé musculo-squelettique. **Priorité n° 3** : ralentir la progression de l'arthrose grâce à une prévention primaire et secondaire ciblant le surpoids et les lésions articulaires, rendue possible par une coopération intersectorielle et inter-maladies. »

Déterminants de la santé

SRHR Globalization & Health - Intégrer l'économie sociale et solidaire dans la santé mondiale : vers une transformation structurelle au service de l'équité, de la résilience et de la durabilité

M. Fujita, D. McCoy, R. van de Pas et al. ; <https://link.springer.com/article/10.1186/s12992-026-01240-w>

« La santé mondiale est façonnée par des défis complexes et interdépendants dans les domaines social, commercial, environnemental, technologique et politique, qui ne peuvent être résolus par le seul secteur de la santé. En réponse, des modèles et paradigmes économiques alternatifs ont retenu l'attention. **Le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) — officiellement reconnu dans une résolution des Nations unies de 2023 — s'est imposé comme une approche prometteuse. Cet article examine la manière dont l'ESS a été abordée dans la recherche sur la santé mondiale et explore ses contributions potentielles à l'équité, à la résilience et à la durabilité, non seulement en tant que cadre normatif, mais aussi pour fournir une approche institutionnelle permettant de**

concrétiser ces normes. Pour illustrer ce potentiel, **nous nous concentrons sur la santé des migrants**, un enjeu majeur de la santé mondiale qui met en évidence la manière dont de multiples déterminants de la santé interagissent pour influencer la santé des populations. **La santé des migrants illustre comment les pratiques inclusives et fondées sur la solidarité de l'ESS peuvent prendre en compte ces déterminants** tout en favorisant l'apprentissage transfrontalier et le plaidoyer en faveur de systèmes plus équitables, résilients et durables. «

« ... Nous soutenons que, bien que l'ESS reste marginale dans le discours sur la santé mondiale, elle recèle un potentiel considérable et sous-estimé en tant qu'approche intégrative et pilotée par les communautés pour faire progresser l'équité, la résilience et la durabilité. Reconnaître et ancrer l'ESS dans les cadres de santé mondiaux est à la fois opportun et nécessaire pour aborder les divers déterminants qui façonnent la santé des populations. En soulignant les raisons pour lesquelles les cadres sanitaires et économiques antérieurs axés sur l'équité ont peiné à opérer des changements structurels, nous situons l'ESS au cœur de cette question plus large de la responsabilité dans la gouvernance mondiale de la santé. »

Santé planétaire et déterminants environnementaux de la santé

Reuters – Au cœur de l'impasse au sein de la plus haute instance mondiale en matière de science du climat

[Reuters](#) ;

Résumé via Nature : « Une impasse sans précédent parmi les membres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pourrait affecter la publication de son influent rapport sur le changement climatique. Ce désaccord signifie que la conférence des Nations unies sur le climat de 2028 (COP33) — qui comprendra un important « bilan mondial » des progrès accomplis — pourrait se dérouler sans base scientifique actualisée pour les négociations sur le climat. ... Les pays producteurs de pétrole ont été accusés par certains autres membres du groupe d'experts d'utiliser cette question comme une tactique dilatoire. »

- Voir également The Guardian : [Le GIEC subit des pressions pour retarder la publication d'un rapport mondial clé sur le climat](#)

« La publication du rapport AR7 était prévue pour 2028, à temps pour le sommet de la COP33, mais certains pays pétroliers et grands pays en développement souhaitent la reporter. »

Climate & Health Alliance – Tableau de bord : la Colombie obtient les meilleures notes tandis que les pays à fortes émissions n'en font pas assez pour protéger la santé face au changement climatique

<https://climateandhealthalliance.org/press-releases/scorecard-colombia-gets-top-marks-while-high-emitting-countries-doing-too-little-to-protect-health-from-climate-change/>

« La Colombie est le pays qui intègre le plus profondément la santé dans son plan national pour le climat, selon un nouveau tableau de bord mondial publié aujourd'hui, suivie de près par le Nigeria et le Cambodge. »

« Le dernier rapport « **Healthy NDC Scorecard** », publié par la Global Climate and Health Alliance, révèle qu'à l'inverse, les engagements climatiques des gouvernements du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde ne tiennent pas suffisamment compte de la santé, tandis que les économies à fortes émissions, notamment les États membres de l'UE, la Chine, le Brésil et le Royaume-Uni, font référence à la santé dans leurs plans climatiques nationaux, sans toutefois les assortir des objectifs ambitieux de réduction des émissions nécessaires pour protéger la santé... »

HPW – La pression exercée par les pays à faibles revenus pour obtenir des fonds climatiques destinés à la santé se heurte à la résistance de l'Allemagne à l'approche de la COP31

<https://healthpolicy-watch.news/low-income-countries-push-for-climate-money-for-health-meets-german-pushback-ahead-of-cop31/>

Image tirée du Sommet mondial de la santé à Berlin.

« Le plus haut responsable allemand chargé du climat a rejeté lundi l'appel lancé par les pays les plus pauvres du monde en faveur d'un financement climatique accru pour la santé. La bataille financière de la COP31 s'ouvrira officiellement le mois prochain à Antalya, en Turquie. Dans les couloirs du Sommet mondial de la santé à Berlin, elle a déjà commencé... »

« Moins de 0,5 % des financements climatiques sont consacrés à la santé, a déclaré le Dr Sidi El Moctar, un responsable du ministère mauritanien de la Santé, lors d'une table ronde du Sommet mondial de la santé. Il souhaitait savoir comment les pays les moins avancés, dont la Mauritanie, pourraient obtenir davantage de moyens pour faire face aux crises sanitaires amplifiées par le changement climatique.

...Mais Jochen Flasbarth, secrétaire d'État au ministère allemand de l'Environnement, a remis en question ce chiffre avant de répondre. « Je mettrais quelques points d'interrogation », a-t-il déclaré à propos de ce chiffre, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié pour la première fois en 2021 et qui était encore cité lors de la COP30 au Brésil l'année dernière... »

« Le financement climatique spécifiquement destiné à la santé et alloué aux pays vulnérables au changement climatique s'élève au total à environ 500 à 700 millions de dollars par an, soit environ 2 % des fonds d'adaptation et les 0,5 % du financement climatique multilatéral cités par le négociateur, a rapporté Health Policy Watch lors de la COP30... »

« Chaque fois que nous travaillons sur l'atténuation, cela a également un impact sur le secteur de la santé », a déclaré M. Flasbarth. « Si l'on se limite aux sommes allouées au secteur de la santé, comme les hôpitaux, les établissements médicaux, etc., alors ce montant pourrait être plus modeste. »...

«... Cet échange, écourté car M. Flasbarth a quitté le panel plus tôt pour se rendre à un autre rendez-vous, préfigure une question cruciale pour le monde de la santé qui reviendra le mois prochain lors

de la COP31 : la santé mondiale occupera-t-elle un jour une place sérieuse dans les discussions sur le financement climatique ?...

« Alors que les gouvernements riches considèrent leurs réductions d'émissions comme une mesure de protection de la santé, les pays en première ligne de la crise climatique affirment que les cliniques, les chaînes du froid et la surveillance des maladies dont ils ont besoin pour survivre à la chaleur, aux inondations et aux épidémies ne bénéficient d'aucun financement. Un [rapport spécial](#) de l'OMS et du Brésil, présenté lors de la COP30 à Belém l'année dernière, estimait le coût de l'adaptation sanitaire directe dans ces pays à plus de 22 milliards de dollars par an d'ici 2035... »

« Les arguments avancés par Flasbarth en faveur de l'atténuation en tant que dépense de santé sont corroborés par des menaces environnementales critiques telles que la pollution atmosphérique due à la combustion de combustibles fossiles, qui cause environ cinq millions de décès prématurés par an. La réduction des émissions pourrait apporter des gains majeurs en matière de santé et alléger la pression sur les systèmes de santé en l'espace de quelques années... »

PS : « À Antalya, la santé ne fera l'objet d'aucun volet de négociation officiel qui lui soit propre. Le ministère turc de la Santé prévoit d'organiser une [Journée](#) de la santé le 9 novembre, jour de l'ouverture du sommet, et le thème « **Systèmes de santé dynamiques et résilients** » figure parmi les dix thèmes du programme d'action de la présidence, un volet volontaire en marge des négociations officielles. »

« "Il y a quelques progrès", a déclaré le négociateur mauritanien à propos des efforts visant à intégrer le financement de la santé dans les négociations sur le climat. "Mais nous avons besoin de plus de voix dans ces salles." »

PS : « Pour aggraver encore la crise de financement, plus de 90 % des fonds alloués par les banques de développement à l'adaptation dans le domaine de la santé prennent la forme de prêts plutôt que de subventions, ce qui constitue un obstacle majeur pour les gouvernements à faibles revenus qui peinent déjà à assurer le service de leur dette... »

Science (Éditorial) – Pour inverser la tendance à la perte de biodiversité, il faut s'attaquer à ses causes

D. Cooper et al. ; <https://www.science.org/doi/10.1126/science.aen0122>

« Cette semaine, à l'occasion de la 17e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP17), des délégués de 195 pays et de l'Union européenne se réunissent à Erevan, en Arménie, pour un bilan mondial des progrès réalisés dans le cadre du [Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité](#), un ensemble international d'objectifs et de cibles adopté en 2022 pour lutter contre la crise de la biodiversité. La question urgente qui se pose à eux est claire : que faut-il changer dès maintenant pour enrayer et inverser le déclin de la nature et la mettre sur la voie du rétablissement d'ici 2030 ? La COP-17 intervient alors que la coopération internationale est soumise à des tensions croissantes. ... »

- À lire également : Actualités de l'ONU - [Le monde mène une « guerre contre la nature » alors que les progrès vers les objectifs de biodiversité sont à la traîne](#)

« Moins de la moitié des objectifs nationaux fixés pour protéger la flore, la faune et les écosystèmes de la planète sont en bonne voie, met en garde l'ONU dans un nouveau rapport, à quelques jours du rassemblement des pays à Erevan, en Arménie, pour la COP17 sur la biodiversité... L'un des objectifs phares de cet accord était de protéger au moins 30 % des terres, des eaux intérieures, des côtes et des océans de la planète d'ici 2030. Or, même si les engagements actuels sont respectés, seuls 26 % des terres et 12 % des océans seraient protégés d'ici cette échéance, selon le rapport. »

« Les progrès sont également à la traîne en matière de financement, de compétences, de coopération et de données, ainsi qu'en ce qui concerne les incitations économiques qui récompensent la protection de la nature plutôt que sa destruction... »

Actualités sur le changement climatique – La déforestation mondiale a ralenti en 2025, mais les élections au Brésil pourraient réduire à néant ces progrès « fragiles »

<https://www.climatechangenews.com/2026/10/14/global-deforestation-slowed-in-2025-but-brazils-election-could-undo-fragile-gains/>

(accès payant) « Les pays sont encore à 70 % de leur objectif visant à mettre fin à la déforestation d'ici 2030, les progrès réalisés en Amérique latine étant contrebalancés par les échecs en Afrique. »

« ... Les gouvernements d'Amérique latine ont pris des mesures sévères contre le déboisement en 2025, ce qui a conduit à la plus forte baisse de la déforestation mondiale de cette décennie, mais les changements politiques et l'impact probable d'un El Niño puissant menacent de réduire à néant ces progrès « fragiles », selon un nouveau rapport... »

HPW Watch – Plus de 800 millions d'enfants présentent des taux de plomb dans le sang supérieurs aux limites de sécurité

<https://healthpolicy-watch.news/over-800-million-children-have-unsafe-lead-levels-in-their-blood/>

« Plus de 800 millions d'enfants présentent des taux de plomb dans le sang supérieurs aux limites de sécurité, selon les dernières estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)... »

- Voir aussi Actualités de l'ONU – [L'OMS appelle à une action plus rapide pour mettre fin à l'exposition au plomb, qui tue 3,5 millions de personnes chaque année](#)

« Les pays doivent intensifier leurs efforts pour prévenir l'exposition au plomb, qui causerait plus de 3,5 millions de décès chaque année dans le monde et toucherait des centaines de millions d'enfants, a déclaré jeudi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). »

« L'agence des Nations unies a lancé cet appel à la veille de la Semaine internationale de prévention du saturnisme, qui se déroule du 18 au 26 octobre. ... »

BioScience – Le rapport 2026 sur l'état du climat : défis et opportunités

W. B. Ripple et al. ; <https://academic.oup.com/bioscience/advance-article/doi/10.1093/biosci/biag125/8836482?login=true>

« Le système climatique terrestre s'enfonce de plus en plus dans un territoire inconnu. **Nous présentons la mise à jour 2026 des signes vitaux de la planète** qui suivent l'état du système climatique terrestre, ainsi que les indicateurs des activités humaines à l'origine des changements en cours. **Sur les 16 indicateurs liés au climat, sept atteignent actuellement des niveaux extrêmes sans précédent...** »

Independent - Les légumes sont aujourd'hui deux fois moins nutritifs qu'il y a 60 ans. Des experts ont déterminé pourquoi

<https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/vegetables-nutrition-soil-quality-decline-b3063325.html>

« **Moins d'un tiers des variétés de blé utilisées dans la fabrication du pain et mises sur le marché depuis les années 1960 atteignent l'apport recommandé en zinc**, en raison de la mauvaise qualité des sols. »

« **L'étude**, menée par des chercheurs de Deep Science Ventures (DSV), a révélé qu'il fallait aujourd'hui **consommer** deux fois plus de fruits et **légumes** qu'il y a 60 ans pour obtenir le même apport en minéraux tels que le potassium, le magnésium ou le cuivre... »

En savoir plus sur la santé et les droits sexuels et reproductifs

PMNCH (Note d'orientation) : Comblent le déficit de financement en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs des adolescents

<https://pmnch.who.int/resources/publications/m/item/policy-brief-closing-the-financing-gap-for-adolescent-sexual-and-reproductive-health-and-rights>

« Élaborée avec le soutien du Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile (PMNCH) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, **cette note d'orientation plaide en faveur d'un financement accru, durable et équitable en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs des adolescents (ASRHR), en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.** La note met en évidence **un déficit de financement considérable, estimé entre 2,4 et 4,2 milliards de dollars américains par an en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes**, sur la base des prix de 2016. »

« ... Cela démontre qu'investir dans la santé des adolescents, y compris en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents (ASRHR), peut générer des bénéfices sanitaires, sociaux et économiques significatifs, avec un retour sur investissement pouvant atteindre 8,70 dollars américains pour chaque dollar investi dans des interventions globales en faveur de la santé des

adolescents dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire. ... Cette **note d'orientation** appelle les gouvernements et les partenaires du développement à renforcer la mobilisation des ressources nationales, à intégrer des services complets **en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents** dans la couverture sanitaire universelle, à améliorer la transparence et la responsabilité en matière de financement, et à adopter des approches multisectorielles qui s'attaquent aux inégalités structurelles. Elle met également l'accent sur une participation significative des adolescents aux décisions de financement, sur l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et sur une coordination renforcée entre les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale. **En fin de compte, cette note d'orientation présente le financement de la santé sexuelle et reproductive des adolescents à la fois comme une priorité de santé publique et comme un investissement stratégique dans le développement durable... »**

Accès aux médicaments, aux vaccins et aux autres technologies de santé

HPW – Des experts recommandent des moyens d'optimiser les stocks de vaccins face à la diminution des budgets

<https://healthpolicy-watch.news/experts-recommend-ways-to-stretch-vaccine-supplies-in-face-of-dwindling-budgets/>

« Face à la réduction des budgets de santé, le comité d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la vaccination a formulé plusieurs suggestions pour permettre aux pays d'optimiser les stocks de vaccins existants... »

« Les pays peuvent continuer à administrer une seule dose du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV) aux filles âgées de 9 à 14 ans pour prévenir le cancer du col de l'utérus – au lieu de deux doses, a conseillé le **Groupe consultatif stratégique d'experts sur la vaccination** (SAGE). Cela pourrait permettre aux pays aux ressources limitées d'étendre la vaccination aux femmes âgées de 9 à 30 ans qui n'ont pas pu en bénéficier, ainsi que de mettre en place une vaccination **systématique** des garçons âgés de 9 à 14 ans. **Le SAGE recommande également que les pays envisagent la vaccination systématique des filles âgées de 4 à 8 ans avec une seule dose de vaccin contre le HPV** « si cela est susceptible d'entraîner une augmentation de la participation et de la couverture vaccinales »... »

« ... Les pays peuvent également envisager une vaccination unique contre la diphtérie en cas d'épidémie, bien que le SAGE précise que celle-ci doit être suivie d'une vaccination systématique. Les enfants de moins d'un an reçoivent généralement trois doses d'un vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC3)..... »

« ... Le principal facteur à l'origine des nouvelles recommandations du SAGE est le déficit de financement auquel est confrontée Gavi, la plateforme mondiale pour les vaccins. Gavi soutient la vaccination dans les pays les plus pauvres du monde, dont le revenu national brut par habitant est inférieur ou égal à 2 300 dollars – 56 pays remplissent ces critères cette année. ... Cependant, **Gavi n'a réuni que 9,3 milliards de dollars sur son budget stratégique réévalué à 10,2 milliards de dollars.** »

« **Le SAGE a noté que le financement actuellement disponible de Gavi est « insuffisant pour maintenir l'utilisation des vaccins actuellement inclus dans les programmes nationaux de vaccination**, ce qui compromet les progrès réalisés à ce jour par les pays et risque de saper la confiance dans les programmes de vaccination »... »

« **Le Dr Kate O'Brien**, directrice du département Vaccination, vaccins et produits biologiques de l'OMS, a reconnu que les déficits de financement nationaux et de Gavi obligeront les pays à prendre des « décisions difficiles en matière de priorités »... »

« ... **Le SAGE s'est félicité du développement accéléré de vaccins ciblant la maladie à virus Ebola Bundibugyo (BVD)**, ainsi que de la mise en place de la « **conception de plateforme adaptative à protocole unique de l'essai contrôlé randomisé (ECR) TUMAINI** ». Cette plateforme permettra d'évaluer efficacement deux candidats-vaccins spécifiques à la BVD (le ChAdOx1 BDBV de l'université d'Oxford et le mRNA-1469 de Moderna), ainsi que l'Ervebo, un vaccin déjà autorisé pour Ebola Zaïre. ... »

« **Mme O'Brien** a indiqué que l'essai de phase 1 du ChAdOx1 était terminé et qu'un comité consultatif technique de l'OMS examinerait ses données « d'ici quelques jours ou quelques semaines », ainsi que l'avancement du vaccin de Moderna. **Si les données de sécurité s'avèrent « suffisamment positives », elle s'attend à ce que les vaccins passent rapidement aux essais de phase 2 et de phase 3 – peut-être dès la fin de ce mois... »**

« **Le SAGE a également recommandé une vaccination ciblée contre la variole du singe pour les personnes exposées au risque d'infection dans les communautés touchées par le virus**, notamment les enfants, les personnes exposées par le biais de réseaux sexuels, les contacts de personnes atteintes de la variole du singe et les professionnels de santé exposés de manière répétée. ... »

Guardian - Un essai clinique controversé vanté par RFK Jr. obtient le feu vert en Guinée-Bissau

<https://www.theguardian.com/society/2026/oct/09/vaccine-trial-guinea-bissau-rfk-jr>

« **Des chercheurs danois vont priver des milliers de nouveau-nés de la dose recommandée de vaccin contre l'hépatite B.** »

Quatre membres du comité ont démissionné en signe de protestation. ... « Stig Børsen Hansen, membre fondateur et l'un des deux experts ayant présenté l'étude au comité danois, a démissionné vendredi en signe de protestation, **invoquant de graves problèmes éthiques liés à cette étude.** « Vous inscrivez désormais des nouveau-nés à une loterie pour tester une hypothèse », a déclaré M. Hansen. Les enfants sélectionnés au hasard pour ne pas recevoir la dose de vaccin à la naissance, ceux qui ont « perdu à la loterie », sont exposés dès leurs premiers jours au risque de contracter l'hépatite B, qui peut causer des séquelles irréversibles à vie. « Ils contractent l'hépatite B dans le cadre de leur participation à un projet de recherche », a expliqué M. Hansen, ce qui a rendu leur infection, en réalité, « intentionnelle »... »

- Mais voir également cette **mise à jour de Reuters** : [La Guinée-Bissau affirme n'avoir pas approuvé l'essai clinique du vaccin contre l'hépatite B chez les nouveau-nés](#) (13 oct.)

Politique mondiale – La souveraineté diagnostique dans un monde en fracture

<https://www.globalpolicyjournal.com/blog/14/10/2026/diagnostic-sovereignty-fracturing-world>

« José Pereira-Leal soutient que les diagnostics doivent être considérés comme l'infrastructure de détection de la biosouveraineté. Les gouvernements reconnaissent de plus en plus leur importance stratégique, mais cette reconnaissance se traduit rarement par une capacité à rendre des comptes. »

« ... Un récent commentaire publié dans *Global Policy* situait **la biosouveraineté** dans le cadre de cette lutte plus large pour le contrôle des systèmes biologiques, des infrastructures et des connaissances. Je souhaite approfondir cet argument d'un niveau . **Ce sont les diagnostics qui rendent ces systèmes biologiques visibles.** Un gouvernement ne peut exercer une autorité significative sur un risque qu'il ne peut pas détecter, quantifier, interpréter ou suivre de manière fiable... »

« J'utilise le terme de « **souveraineté diagnostique** » pour désigner : *la capacité d'une communauté politique à générer et à utiliser des informations diagnostiques fiables, opportunes et appropriées concernant les systèmes humains, animaux, végétaux, alimentaires et environnementaux, tant en situation normale qu'en cas de crise, tout en conservant un contrôle effectif sur les dépendances critiques nécessaires au maintien de cette fonction...* »

« ...Dans un **document de travail comparatif**, j'ai examiné 20 documents officiels de politique générale provenant de 15 entités nationales et régionales, en m'appuyant sur les instruments de l'Organisation mondiale de la Santé pour établir le contexte mondial. Cette analyse, qui s'est concentrée sur le diagnostic humain, a porté sur la préparation, les contre-mesures médicales, les technologies et l'industrie médicales, la souveraineté sanitaire et la résilience, la génomique, les données et la santé de précision... »

Le Collectif pour les déterminants politiques de la santé - L'industrie médicale pour l'Afrique, par l'Afrique

L. Paremoer ; <https://www.globe.uio.no/english/research/networks/the-collective-for-the-political-determinants-of-health/blog/lauren-paremoer/medical-manufacturing-for-africa-by-africa.html>

« Bien que les efforts actuels visant à mettre en place des infrastructures de fabrication de produits médicaux sur le continent soient parfois présentés comme novateurs, ils sont en réalité antérieurs à la pandémie de Covid-19, et même à celle du VIH/sida », explique **Lauren Paremoer**, membre du Collectif. Elle présente les principales conclusions d'un article récemment publié, qu'elle a coécrit avec Hamish Evans et Anne Pollock, et qui explore la manière dont la fabrication de matériel médical était envisagée et mise en œuvre dans les années 1960 et 1970, par rapport à un monde post-Covid. »

Divers

Actualités de l'ONU – La hausse de la pauvreté est « un signal d'alarme pour le monde », déclare le responsable du développement de l'ONU

<https://news.un.org/en/story/2026/10/1168574>

« Le nombre de personnes vivant dans une pauvreté « multidimensionnelle » a augmenté pour la première fois en 15 ans, atteignant 1,2 milliard, alors que les familles peinent à subvenir à leurs besoins fondamentaux. »

« Ce constat ressort de la **mise à jour 2026** de l'Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (MPI) publiée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'université d'Oxford, qui mesure les difficultés cumulées en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. ... Ce chiffre de 1,2 milliard représente 51,5 millions de personnes de plus que dans la mise à jour de 2025. Parmi elles, plus de la moitié sont des enfants – 617 millions – et 83 % vivent en milieu rural. ... »

HPW – Journée internationale des femmes rurales : la géographie ne doit pas déterminer la santé d'une femme

A. Kanhai et al. ; <https://healthpolicy-watch.news/international-day-of-rural-women-geography-should-not-decide-a-womans-health/>

« À l'occasion de cette Journée internationale des femmes rurales (15 octobre), les pays doivent s'engager à lutter contre les inégalités entre les services de santé des zones urbaines et rurales. »

P.S. : « L'OMS estime qu'environ deux milliards de personnes vivant dans des communautés rurales et isolées n'ont pas un accès suffisant aux services de santé essentiels. La pénurie de personnel de santé fait partie du problème. ... »

Rapport mondial du Lancet – La santé dans le contexte des élections au Brésil

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)02084-2/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)02084-2/abstract)

« À la veille du second tour de l'élection présidentielle opposant Lula à Flávio Bolsonaro, des experts exposent les enjeux en matière de santé. Reportage de Luke Taylor depuis Rio de Janeiro. »

Lettre du Lancet - Donner la priorité à l'avenir des jeunes est un choix politique urgent

Johann Omiya ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)02086-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)02086-6/fulltext)

« ... La France n'est pas le seul pays où les jeunes ont exprimé leur colère et leur détresse. En Inde, par exemple, le Cockroach Janta Party est né de la colère des étudiants. J'appelle donc à une prise en compte globale de ces facteurs, dans le cadre d'une approche de promotion de la santé, à travers des actions portant sur les politiques intersectorielles et les environnements dans lesquels

vivent les jeunes. Les jeunes et les enfants doivent être considérés comme de véritables acteurs politiques et leur participation aux processus d'élaboration des politiques, dans tous les secteurs, doit être rendue possible – comme l'a déclaré la Commission *OMS-UNICEF-Lancet*. Plus généralement, la lutte contre les intérêts commerciaux en place est une priorité urgente pour le bien-être des générations futures... »

Guardian – Les personnes LGBTQ+ se cachent au Sénégal alors que des centaines d'entre elles sont arrêtées

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/oct/15/senegal-homosexuality-criminalised-anti-lgbtq-arrests-hiv-testing-human-rights-watch>

« Au moins 320 personnes ont été placées en détention pour des “actes contre nature” après le durcissement de la loi criminalisant l'homosexualité, **rapporte HRW**. »

« Les arrestations massives, **les tests de dépistage du VIH forcés** et les obstacles à l'accès à une représentation juridique s'inscrivent dans le cadre d'une répression croissante à l'encontre des personnes LGBTQ+ au Sénégal, selon un **nouveau** rapport... »

Gouvernance mondiale de la santé et gouvernance de la santé

Actualités de l'ONU – « Le besoin de l'ONU n'a jamais été aussi grand », déclare le secrétaire général de l'ONU, qui propose un budget allégé de 3,3 milliards de dollars pour 2027

<https://news.un.org/en/story/2026/10/1168586>

« Face au dérèglement climatique, à la révolution de l'IA, à la guerre et à la faim croissante, « le besoin de l'Organisation des Nations unies n'a jamais été aussi grand », **a déclaré mardi le secrétaire général António Guterres, en présentant une proposition de budget-programme de 3,3 milliards de dollars pour l'année prochaine – soit une réduction de 40,8 millions de dollars.** »

« **Le budget-programme proposé pour 2027 est inférieur de 1,2 % au niveau approuvé pour 2026...** Les réformes de l'initiative UN80 se poursuivront, avec davantage de réductions budgétaires, de redéploiements de personnel et la suppression ou le déclassement de certains postes... La prévisibilité des flux de trésorerie et le paiement en temps voulu des contributions sont essentiels, car les gains d'efficacité ne suffiront pas à résoudre la crise de liquidité... »

- À lire également – [Passblue : Les rumeurs qui circulent dans les couloirs de l'ONU au sujet de la course au poste de secrétaire général](#)

PS : « Un **article** de Politico publié la semaine dernière indiquait que l'administration Trump s'opposait à tous les candidats actuels et souhaitait de nouveaux prétendants, car aucun ne soutenait suffisamment les projets américains visant à apporter des changements radicaux à l'ONU... »

Mondialisation et santé – Les portes de l’influence : une analyse mixte du financement médiatique et du discours de la Fondation Gates en matière de santé mondiale

J. Hasler-Bail et al. ; <https://link.springer.com/article/10.1186/s12992-026-01248-2>

« Cette étude visait à analyser la manière dont la Fondation Gates est présentée dans les médias aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie entre 2013 et 2023, et à examiner si les subventions accordées par la Fondation aux organismes de presse influencent ces représentations... »

Parmi les résultats : « En recourant à une approche mixte, cette étude empirique a révélé que les représentations médiatiques présentent majoritairement la Fondation Gates sous un jour positif et privilégient la couverture d’approches verticales, spécifiques à certaines maladies, en matière de santé mondiale, en particulier les maladies infectieuses, tout en accordant une couverture limitée aux approches horizontales plus larges... »

CESP – L’Asie du Sud et du Sud-Est dans la gouvernance mondiale de la santé : une perspective régionale

S. Venkateswaran et al. ; <https://csep.org/discussion-note/south-and-southeast-asia-in-global-health-governance-a-regional-perspective/>

« ... L’Asie du Sud et du Sud-Est — des régions qui, ensemble, abritent un tiers de la population mondiale — ont un enjeu majeur et le potentiel de façonner le paysage des gaz à effet de serre (Groupe de la Banque mondiale [GBM], 2025). Pourtant, malgré le développement des capacités industrielles, pharmaceutiques et techniques, associé à l’influence géopolitique croissante des pays de ces régions, la représentation de l’Asie du Sud et du Sud-Est dans le débat sur les gaz à effet de serre reste limitée par des capacités institutionnelles inégales. Cette étude examine la manière dont les principales institutions du GHG interagissent avec les pays de la région (notamment l’Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l’Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan, le Sri Lanka, Brunei, le Cambodge, l’Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam) et explore les voies permettant de renforcer leur représentation collective au sein du GHG... »

En cours de rédaction – La fin de l’aide était un suicide politique

Lant Pritchett ; <https://indevelopmentmag.substack.com/p/the-death-of-aid-was-political-suicide>

« Depuis 2009, de nombreux pays ont supprimé ou revu à la baisse le statut de leurs agences de développement, historiquement indépendantes, semi-autonomes ou placées au niveau ministériel... Aborder les événements concernant l’USAID de manière isolée revient à passer à côté de la situation dans son ensemble. Je soutiens que, au cours des dernières décennies, les organismes nationaux chargés de l’aide étrangère ont suivi une stratégie politique fondamentalement erronée. Les agences d’aide ont restreint la portée de l’aide bilatérale à de simples actions directes — plutôt que d’aider réellement les pays en développement à progresser vers leurs objectifs nationaux de développement plus larges. Cela a eu pour effet positif de rendre leur contribution à des résultats spécifiques plus lisible et donc plus facile à vendre. Mais cette focalisation plus étroite a également affaibli des éléments essentiels du soutien politique, ce qui a

finalement entraîné un déclassement organisationnel et des coupes budgétaires. En se privant de leur soutien politique — leur bouée de sauvetage —, elles ont commis un suicide assisté... »

ODI (Note d'information) – Quelle est la prochaine étape pour la politique étrangère féministe en matière de multilatéralisme régional et de droits de l'homme ?

J. Michalko et al. ; <https://odi.org/en/publications/where-next-for-feminist-foreign-policy-on-regional-multilateralism-and-human-rights/>

« Alors que l'ordre libéral est confronté à des défis croissants et que les centres de pouvoir géopolitiques se déplacent, **les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme sont essentiels** pour garantir l'égalité entre les sexes, l'inclusion sociale ainsi qu'une paix et une sécurité durables. »

« **Les principales recommandations s'articulent autour de trois axes fondamentaux** : Renforcer la légitimité des mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme ; Accroître les capacités des mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme ; Comblent les lacunes en matière de conformité et de mise en œuvre... »

Santé planétaire

The Conversation – Certains points de basculement climatiques font l'objet de recherches bien plus approfondies que d'autres – nouvelle étude

A Tszachor ; <https://theconversation.com/some-climate-tipping-points-are-being-studied-far-more-than-others-new-research-293614>

« Dans une **nouvelle étude** publiée dans les **Proceedings of the National Academy of Sciences**, mes collègues et moi-même avons examiné 20 736 publications scientifiques portant sur 14 points de basculement climatiques, parues entre 2000 et 2025. **Nous souhaitons savoir où s'était concentrée l'attention scientifique, et si les systèmes dont les seuils de réchauffement estimés sont relativement bas avaient tendance à en bénéficier davantage...** » Découvrez les résultats.

Philosophy Compass – La philosophie politique de la post-croissance et de la décroissance

Catarina Neves, Ingrid Robeyns ; <https://compass.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/phc3.70134>

« **Cet article traite du domaine émergent de la philosophie politique de la décroissance et de la post-croissance.** La « post-croissance » et la « décroissance » sont des visions de systèmes socio-économiques qui ne se concentrent pas sur le PIB et la croissance économique, mais plutôt sur la prospérité durable, c'est-à-dire le bien-être dans les limites de la planète. **Cet article soutient qu'il y a beaucoup à gagner d'une interaction accrue entre, d'une part, la littérature sur la post-croissance et la décroissance et, d'autre part, la philosophie politique — et ce, pour les deux domaines.** Après une analyse des concepts de post-croissance et de décroissance, ainsi que des

différentes manières de les distinguer, l'article aborde plusieurs thèmes philosophiques pertinents dans ce débat : le statut normatif de la croissance, les conceptions du bien-être, la justice distributive et mondiale, ainsi que les questions relatives aux générations futures. »

Maladies infectieuses et MTN

Telegraph – Une étude montre que les progrès dans la lutte contre le VIH marquent le pas en Afrique du Sud

<https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/progress-against-hiv-stalls-in-south-africa-research-shows/?s=09>

« Le nombre de nouvelles infections dans l'une des provinces les plus peuplées du pays cesse de baisser après des années de forte diminution. »

« ... Le nombre de nouveaux cas d'infection dans la province du KwaZulu-Natal, centrée autour du port oriental de Durban, a cessé de baisser après des années de forte diminution. Les données issues d'une étude de longue haleine portant sur des milliers de personnes ont également montré que le nombre de personnes présentant des taux détectables de virus dans le sang avait légèrement augmenté, malgré des années de prescription de traitements antirétroviraux par les médecins. ... Les chercheurs ont déclaré que cette étude, évaluée par des pairs et publiée dans la revue médicale *The Lancet HIV*, « constitue un avertissement sévère concernant les tendances actuelles du VIH dans les zones rurales d'Afrique du Sud, où l'on perd du terrain dans la lutte contre l'épidémie de VIH ».

P.S. : « Les chercheurs, dirigés par des scientifiques de l'Africa Health Research Institute (AHRI) de Durban et du South African Centre for Epidemiological Modelling and Analysis (SACEMA) de l'université de Stellenbosch.

RAM

The Conversation – Bonnes bactéries intestinales contre mauvaises : ce qu'une communauté de Nairobi nous a appris sur la résistance aux antibiotiques

E Ng'eno <https://theconversation.com/good-gut-bacteria-vs-bad-what-we-learned-about-antibiotic-resistance-from-a-community-in-nairobi-289108>

« L'écologiste des maladies *Eric Ng'eno* partage les résultats de ses recherches sur la façon dont certaines souches résistantes de la bactérie *Escherichia coli* envahissent l'intestin de personnes par ailleurs en bonne santé. Il propose des moyens de ralentir ce processus... »

Maladies non transmissibles

TGH - Comment mesurer le vieillissement dans un contexte mondial

J. R. Ehrlich et al. ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/how-to-measure-aging-in-a-global-context>

« Les chercheurs devraient tenir compte du contexte linguistique et culturel lorsqu'ils évaluent les capacités cognitives d'une personne, notamment les différentes conceptions du temps et de l'espace. »

« ... les travaux menés dans le cadre de **l'étude longitudinale sur la santé et le vieillissement au Kenya (LOSHAK)** démontrent que, bien trop souvent, les outils dominants utilisés pour évaluer la santé et le bien-être des personnes âgées sont mieux adaptés aux Occidentaux ayant accès à des commodités telles que l'électricité et présentant un niveau d'alphabétisation élevé. **Les recherches menées dans le cadre de ce projet montrent que les approches « standard » ne mesurent souvent pas la santé des personnes, mais plutôt leur niveau d'éducation à l'occidentale. Pour garantir que les données reflètent fidèlement les contextes locaux, les chercheurs devraient repenser les méthodes de collecte de données qui servent de base aux politiques nationales en matière de vieillissement, en travaillant en étroite collaboration avec les communautés afin de saisir les caractéristiques propres aux différentes cultures et langues... »**

BMJ GH – Association entre la taxe sur les cigarettes et la charge mondiale des maladies non transmissibles : une étude écologique longitudinale menée dans 193 pays

<https://gh.bmj.com/content/11/10/e024235>

Par W. Peng et al.

Lancet GH – Estimations 2022 de l'OMS concernant la couverture mondiale du dépistage du cancer du col de l'utérus, globale et basée sur le test de dépistage du papillomavirus humain : revue et analyse synthétique

Beatriz Serrano et al. ; [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(26\)00206-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(26)00206-8/fulltext)

Interprétation des résultats : « **Malgré les mises à jour des politiques, la couverture globale du dépistage et celle spécifique au dépistage par test HPV restent bien en deçà de l'objectif de 70 % fixé par l'OMS. Trois femmes sur cinq âgées de 30 à 49 ans dans le monde n'ont jamais bénéficié d'un dépistage, et 92 % n'ont jamais subi de test HPV, avec des disparités importantes entre les régions et selon les niveaux de revenu des pays. Le déploiement à grande échelle d'un dépistage hautement performant basé sur le test HPV, parallèlement à la vaccination contre le HPV, sera essentiel pour accélérer l'élimination du cancer du col de l'utérus... »**

- P.S. : Il y a également cette semaine une **correspondance publiée dans The Lancet** sur ce sujet ; voir par exemple « [L'OMS devrait ajuster son plan de lutte contre le cancer du col de l'utérus – Réponse des auteurs](#) » (par Gary M. Clifford et al.).

« Nous partageons la préoccupation selon laquelle **l'accès mondial au dépistage du cancer du col de l'utérus basé sur le test HPV reste insuffisant. Bien que la communauté internationale ait, à juste titre, investi dans l'extension de la vaccination contre le HPV par le biais de mécanismes tels que Gavi, l'Alliance pour les vaccins**, aucun mécanisme de financement comparable ne soutient l'accès à grande échelle au dépistage du cancer du col de l'utérus. **Une plateforme mondiale de financement pour les tests HPV** pourrait accélérer les progrès vers l'élimination du cancer du col de l'utérus, à condition qu'elle soutienne également les composantes en aval des programmes de dépistage... »

Et un lien :

- **Nature Health** – [Les taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées peuvent réduire les maladies et renforcer le financement de la santé](#) (par M. Sandhu, R. Krech et al.)

Santé mentale et bien-être psychosocial

SSM Health Systems - Faire progresser le leadership en matière de santé mentale en Afrique : une approche de santé publique à travers le programme de leadership en santé mentale du CDC Afrique – un an après

U. Sesay et al. ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2949856226001601>

« En 2024, le Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (Africa CDC) a lancé le **Programme de leadership en santé mentale (MHLP)** dans le but de renforcer le leadership en matière de santé mentale sur le continent grâce à l'acquisition de compétences en santé publique. **Ce commentaire décrit la conception du programme ainsi que les enseignements tirés au cours de la première année de mise en œuvre, y compris les premiers résultats et retombées...** »

Plos GPH - Recadrer le suicide chez les jeunes comme une crise de santé publique : à qui incombe la responsabilité ?

Ananya Mosur Sridhar et al. ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0007368>

En mettant l'accent sur l'Inde.

Nature News – La graisse brune, souvent négligée, présente de nombreux bienfaits pour la santé

<https://www.nature.com/articles/d41586-026-03302-w>

« **Une vaste étude portant sur plus de 100 000 personnes révèle un lien surprenant entre la « bonne » graisse corporelle et une meilleure santé mentale.** »

Droits en matière de santé sexuelle et reproductive

Lancet Regional Health Africa – Le dépistage dans les zones à forte prévalence permet-il de maîtriser les infections sexuellement transmissibles chez les adolescents et les jeunes ?

[https://www.thelancet.com/journals/lanaf/article/PIIS3050-5011\(26\)00149-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanaf/article/PIIS3050-5011(26)00149-5/fulltext)

Par Kevin Martin et al.

Santé des adolescents

Lancet Regional Health Africa – Le défi de la protection et de la prise en charge ciblée des adolescents ayant vécu des expériences intégrées dans la recherche sur la santé mentale en Afrique

Nataly Woollett et al. ; [https://www.thelancet.com/journals/lanaf/article/PIIS3050-5011\(26\)00151-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanaf/article/PIIS3050-5011(26)00151-3/fulltext)

par des chercheurs sud-africains.

Décoloniser la santé mondiale

SS&M – Respecter le cahier des charges : les images de la santé mondiale comme icônes récurrentes

A. Alenichev et al. ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S027795362601021X>

« ... Nous abordons la **photographie institutionnalisée de la santé mondiale** comme un système de production d'icônes. L'**iconographie de la santé mondiale** est le terme que nous utilisons pour désigner les types récurrents d'images hautement contrôlées. **Décoloniser la santé mondiale nécessite de l'iconoclasme et de lutter contre les méfaits de l'IA générative...** »

Conflits/guerres et santé

SSM Health Systems – Aide au développement pour la réduction des inégalités en matière de santé : premiers impacts et réponses dans quatre pays fragiles et exposés aux chocs (FASP)

Sophie Witter et al. ;

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S294985622600156X>

L'étude se concentre ici sur **le Liban, le Népal, la Sierra Leone et la Somalie**.

« À notre connaissance, cette étude est l'une des premières à examiner l'impact des coupes dans l'aide sanitaire dans des contextes fragiles et la manière dont les pays y ont réagi. Nous mettons en évidence les stratégies de résilience mises en œuvre pour faire face à ces coupes, notamment une certaine capacité d'absorption et d'adaptation dans les contextes les moins dépendants... »

« **L'article identifie les facteurs favorisant la résilience et les obstacles à celle-ci**, ces derniers comprenant notamment les faiblesses structurelles, l'épuisement des réserves d'absorption dû à des chocs répétés ces dernières années, le développement d'une mentalité de dépendance à l'aide parmi les dirigeants, ainsi qu'une marge de manœuvre budgétaire restreinte. »

« **Aucune stratégie transformatrice n'a été identifiée**, ce qui est prévisible compte tenu de la rapidité du choc et de la fragilité des contextes. **La résilience doit être envisagée non seulement du point de vue du secteur public, mais aussi de celui de l'écosystème de l'aide**, qui a réagi de diverses manières dans ces contextes, sans que toutes ces réactions aient été utiles... »

Plos GPH – Le déficit de gouvernance : déterminants de la santé, violations du droit international humanitaire et plaidoyer en faveur de la diplomatie sanitaire

Ellen Beer, Duha Shellah et al. ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0007482>

« **Douze ans après la Commission Lancet-Université d'Oslo sur la gouvernance mondiale en matière de santé, les cadres de gouvernance mondiale visant à protéger la santé en situation de conflit continuent d'être traités comme des questions distinctes relevant de l'humanitaire, de la géopolitique et de la sécurité, plutôt que comme une partie intégrante de la gouvernance quotidienne de la santé publique.** Nous vivons une période marquée par un nombre record d'attaques contre les services de santé et par les graves conséquences des conflits armés. **En 2024, plus de 3 600 attaques contre les services de santé ont été recensées dans le monde, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2023 et de 62 % par rapport à 2022.** En 2024, plus de 900 professionnels de santé ont été tués, 470 détenus et 140 enlevés, et plus de 1 100 établissements de santé ont été détruits, dans un contexte d'entrave systématique au passage des ambulances et à l'accès humanitaire. Au cours de l'année écoulée, des attaques mortelles contre le personnel humanitaire ont été signalées en République démocratique du Congo, à Gaza et en Cisjordanie, au Liban, au Myanmar, au Soudan du Sud, au Soudan et en Ukraine... »

« **La gouvernance mondiale en matière de santé doit régir explicitement, au niveau institutionnel, les déterminants politiques, commerciaux, environnementaux et épistémiques de la santé ; la**

gouvernance visant à protéger la vie en situation de conflit devrait faire partie intégrante du discours habituel sur la gouvernance de la santé publique, la diplomatie sanitaire devant répondre plus directement aux facteurs en amont à l'origine des répercussions sur la santé, de l'effondrement des systèmes de santé et des violations du droit international humanitaire. »

IA et santé

L'IHME, Planet Labs et le laboratoire « AI for Good » de Microsoft collaborent sur **Populace**, un projet qui génère des estimations actualisées et très localisées de la densité de population à l'échelle mondiale.

<https://www.healthdata.org/research-analysis/population-about-populace>

Un nouvel outil de cartographie démographique.

« Populace est une carte mondiale des lieux d'habitation, qui estime le nombre d'habitants dans chaque cellule de 40 m × 40 m de la surface terrestre. Elle est mise à jour tous les trimestres, avec des estimations à partir du premier trimestre 2020. **Populace est produite par l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) en collaboration avec Planet et l'AI for Good Lab de Microsoft.** ... »

Divers

Actualités de l'ONU - 800 millions de jeunes font face à un avenir sans emploi

<https://news.un.org/en/story/2026/10/1168588>

« Environ 800 millions de jeunes qui entreront sur le marché du travail dans les économies en développement au cours des prochaines années ne trouveront pas d'emploi si les pays n'agissent pas, a averti mardi le directeur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), alors que l'agence **lançait** deux initiatives visant à stimuler l'investissement et l'emploi...

«... M. De Croo a expliqué que cet écart était dû à **des facteurs démographiques** – dans de nombreux pays en développement, l'âge médian se situe entre 18 et 25 ans – **et que les prévisions en matière d'emploi reposaient sur l'état actuel de la technologie...**»

Articles et rapports

Lancet Global Health – Numéro d'octobre

<https://www.thelancet.com/journals/langlo/issue/current>

La plupart des articles ont déjà été publiés en ligne.

- Commencez par lire [**l'éditorial : « Les enfants atteints d'arthrite : les laissés-pour-compte de la lutte contre les MNT ? »**](#)

IJHPM – Données probantes, influence et mise en œuvre dans la politique de santé mondiale

C. Birungi ; https://www.ijhpm.com/article_4942.html

« Ce point de vue synthétise les connaissances établies issues de l'analyse des politiques de santé, des sciences politiques et de la recherche sur la mise en œuvre en une heuristique à six forces couvrant les données probantes, les intérêts, les institutions, les idées et le cadrage, les incitations et la capacité de mise en œuvre... »

Lancet Regional Health Africa – Numéro d'octobre

<https://www.thelancet.com/journals/lanafri/issue/current>

Nous avons déjà présenté l'éditorial ci-dessus. Découvrez le reste du numéro.